

<p>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</p>		<p>REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE ***** Union – Discipline – Travail *****</p>
<p>DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES</p>		

**Thème : Etude du coût de formation  
supporté par un ménage ayant un  
enfant inscrit à l'Enseignement  
Technique et la Formation  
Professionnelle**

## SOMMAIRE

AVANT PROPOS .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
REMERCIEMENTS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	III
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	IV
NOTE DE SYNTHESE.....	V
PRESENTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL .....	VII
RESUME .....	X
INTRODUCTION GENERALE .....	1
<b>CHAPITRE1: CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL .....</b>	<b>4</b>
I.    MARCHE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL .....	4
II.   NOTION DE COUT DE FORMATION ET DE MENAGE.....	8
I.    REVUE DE LITERATURE .....	9
<b>CHAPITRE2 : METHODOLOGIE.....</b>	<b>17</b>
I.    METHODOLOGIE ET SOURCE DE DONNEES .....	17
II.   METHODE D'ANALYSE.....	20
<b>CHAPITRE3: CARACTERISTIQUES DES MENAGES .....</b>	<b>23</b>
I.    PROFIL DE LA PERSONNE QUI PAYE LA SCOLARITE DE L'ELEVE.....	23
II.   PROFIL DES ELEVES .....	26
III.  OPINION DES MENAGES SUR LES DEPENSES A L'ETFP .....	28
<b>CHAPITRE4 : ESTIMATION ET ANALYSE DU COUT DIRECT.....</b>	<b>30</b>
I.    ESTIMATION DES DEPENSES DIRECTES DES MENAGES.....	30
II.   ANALYSE DES DEPENSES DIRECTES.....	37
III.  ANALYSE DE L'ECART ENTRE COUTS CONSTATES ET COUTS PREETABLIS .....	39
<b>CHAPITRE5 : IMPORTANCE DU COUT INDIRECT .....</b>	<b>41</b>
I.    ESTIMATION ET ANALYSE DES DEPENSES INDIRECTES DES MENAGES .....	41
II.   CARACTERISTIQUES DES ELEVES SELON L'IMPORTANCE DES DEPENSES INDIRECTES	45
III.  ANALYSE DU POIDS DES DEPENSES INDIRECTES DANS LES DEPENSES TOTALES	
D'EDUCATION .....	51
<b>CHAPITRE6: LIMITES DE L'ETUDE ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>55</b>
I.    LIMITES DE L'ETUDE .....	55
II.   RECOMMANDATIONS .....	56
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>57</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>LVIII</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>LXXIII</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>LXXV</b>

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>ACM</b>	: Analyse en Correspondance multiple
<b>BAC</b>	: Baccalauréat
<b>BEP</b>	: Brevet d'Etudes Professionnelles
<b>BT</b>	: Brevet de Technicien
<b>BTS</b>	: Brevet de Technicien Supérieur
<b>CAP</b>	: Certificat d'Aptitude Professionnelle
<b>CETC</b>	: Centre d'Enseignement Technique et Commercial
<b>CETI</b>	: Centre d'Enseignement Technique et Industrielle
<b>CFM</b>	: Centre de Formation aux Métiers
<b>CFP</b>	: Centre de Formation Professionnelle
<b>CPM-BAT</b>	: Centre de Perfectionnement aux Métiers du Bâtiment
<b>DAAF</b>	: Direction Administrative et Financière
<b>DAIP</b>	: Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle
<b>DEP</b>	: Direction de l'Enseignement Privé
<b>DET</b>	: Direction de l'Enseignement Technique
<b>DFP</b>	: Direction de la Formation Professionnelle
<b>DPS</b>	: Direction de la Planification et des Statistiques
<b>ENSEA</b>	: Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
<b>ETFP</b>	: Enseignement Technique et Formation Professionnelle
<b>FDFP</b>	: Fonds de Développement et de Formation Professionnelle
<b>LPHA</b>	: Lycée Professionnel Hôtelier d'Abidjan
<b>LTA</b>	: Lycée Technique d'Abidjan
<b>LTY</b>	: Lycée Technique de Yopougon
<b>METFP</b>	: Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
<b>RESEN</b>	: Rapport d'Etat du Système Educatif National
<b>UNESCO</b>	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### • LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: REPARTITION DES EFFECTIFS DES APPRENANTS PAR SECTEUR ET PAR SEXE 2006-2007.....	6
TABLEAU 2: EVOLUTION DE L'EFFECTIF DES APPRENANTS DE 1992 A 2007 .....	7
TABLEAU 3 : ECHANTILLON .....	18
TABLEAU 4 : LA PERSONNE QUI PAYE LA SCOLARITE .....	23
TABLEAU 5 : SITUATION PROFESSIONNELLE DE LA PERSONNE QUI PAYE LA SCOLARITE .....	24
TABLEAU 6 : REVENU GLOBAL MENSUEL.....	25
TABLEAU 7 : SOURCE DE REVENU DES ELEVES QUI SE PRENNENT EN CHARGE.....	25
TABLEAU 8 : LIEU D'HABITATION DES ELEVES .....	27
TABLEAU 9 : MOYEN DE TRANSPORT UTILISE PAR LES ELEVES .....	27
TABLEAU 10 : JUGEMENT DES MENAGES SUR LES DEPENSES DE SCOLARISATION A L'ETFP .....	29
<b>TABLEAU 11 : DEPENSES INDIRECTES MOYENNES SELON DES CARACTERISTIQUES .....</b>	<b>42</b>
TABLEAU 12 : DEPENSES INDIRECTES MOYENNES SELON LE REVENU DE LA PERSONNE QUI PAYE LA SCOLARITE.....	44
TABLEAU 13 : LA PART DES DEPENSES INDIRECTES DANS LES DEPENSES TOTALES DE FORMATION.....	53

### • LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1: EVOLUTION DU NOMBRE DES DIFFERENTES STRUCTURES DE FORMATION DE 2002 A 2008.....	5
GRAPHIQUE 2 : DEPENSES DIRECTES AU LTA .....	31
GRAPHIQUE 3 : DEPENSES DIRECTES AU LTY, FILIERE BIOCHIMIE .....	32
GRAPHIQUE 4 : DEPENSES DIRECTES AU LPHA .....	32
GRAPHIQUE 5 : DEPENSES DIRECTES AU CPM BAT DE KOUMASSI .....	33
GRAPHIQUE 6 : DEPENSES DIRECTES AU CPM BOIS DE KOUMASSI EN MENUISERIE .....	34
GRAPHIQUE 7 : DEPENSES DIRECTES AU CETI DE MARCORY.....	34
GRAPHIQUE 8 : DEPENSES DIRECTES AU CELIA DE TREICHVILLE EN MAINTENANCE ELECTRONIQUE.....	35
GRAPHIQUE 9 : DEPENSES DIRECTES AU CEP DE PORT BOUET EN SANITAIRE ET SOCIAL.....	35
GRAPHIQUE 10 : DEPENSES DIRECTES AU CETC DE TREICHVILLE.....	36
GRAPHIQUE 11 : DEPENSES DIRECTES AU CBCG DE COCODY .....	37
GRAPHIQUE 12 : DEPENSES DIRECTES TOTALES PAR FILIERE SELON L'ETABLISSEMENT ENQUETE .....	38
GRAPHIQUE 13 : HISTOGRAMME DES VALEURS PROPRES .....	47
GRAPHIQUE 14 : ASSOCIATION DES VARIABLES DANS LE PLAN FACTORIEL 1,2.....	49
GRAPHIQUE 15 : ASSOCIATION DES VARIABLES DANS LE PLAN FACTORIEL 1,4.....	50
GRAPHIQUE 16 : PART DES DEPENSES INDIRECTES SELON LE REVENU DE QUI PAYE LA SCOLARITE .....	53

## NOTE DE SYNTHÈSE

Quelle est l'incidence des coûts de formation sur la capacité des ménages à assurer correctement les dépenses scolaires de leurs enfants ? Telle est la question centrale du présent mémoire, qui vise à évaluer et à analyser les dépenses des ménages pour l'éducation. Par ailleurs, il apporte des arguments pouvant amener les autorités nationales à reconsidérer les politiques visant l'allègement des coûts de l'éducation pour les familles, en vue de stimuler la demande d'éducation et de parvenir à adapter les coûts au niveau des populations dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Les principales hypothèses qu'on s'est proposé de vérifier tout au long de cette étude sont les suivantes :

- ✚ Le coût direct varie considérablement d'un secteur de formation à un autre, et d'un niveau d'étude à un autre ;
- ✚ Le coût indirect a un poids plus important dans le coût total de formation. que le coût direct ;
- ✚ Les ménages pour lesquels le coût indirect est élevé couvrent au mieux les dépenses éducatives de leurs enfants.

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons utilisé une analyse descriptive et une analyse factorielle.

Les résultats ont montré que le coût direct moyen de formation est statistiquement plus élevé pour le secteur industriel que celui du secteur tertiaire. Cependant pour ce qui est du coût indirect, c'est plutôt le contraire. Il est plus important pour les élèves dans le secteur des services que dans le secteur industriel. Il est plus élevé pour les filles que pour les garçons.

Cette étude a permis de montrer que, bien que le coût indirect de formation soit tributaire des caractéristiques des ménages, il représente une part considérable du coût total de formation pour la plupart des ménages. En effet, pour 79% des ménages, ce coût représente plus de 50% du coût total. De plus, les ménages pour lesquels ce coût est élevé ont leurs enfants qui déclarent avoir leurs dépenses scolaires bien effectuées que ceux pour lesquels ce coût est faible. La part du coût indirect dans le coût total ne varie pas considérablement avec le niveau de revenu de la personne qui paye la

scolarité. Nos objectifs ont été atteints. Le coût de formation peut constituer un blocage pour les ménages dans la réalisation de la mission capitale qui leur incombe, celle de soutenir les dépenses d'éducation. Toutefois, notre œuvre n'est pas exempt de limites. Aussi soulignons-nous que :

- ✚ Il n'y a pas eu d'enquête pilote ;
- ✚ Les chefs de ménages n'ont pu être enquêtés ;
- ✚ Les élèves ont été tirés de façon systématique ;
- ✚ Tous les élèves n'ont pas déclaré les montants de leurs dépenses scolaires ;
- ✚ Nous n'avons pas la totale assurance que les listes de fournitures sont exhaustives.

## PRESENTATION DE LA DPS

Depuis Septembre 2002, le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, composante du dispositif national d'éducation et de formation est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du gouvernement en matière d'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Sa mission est double :

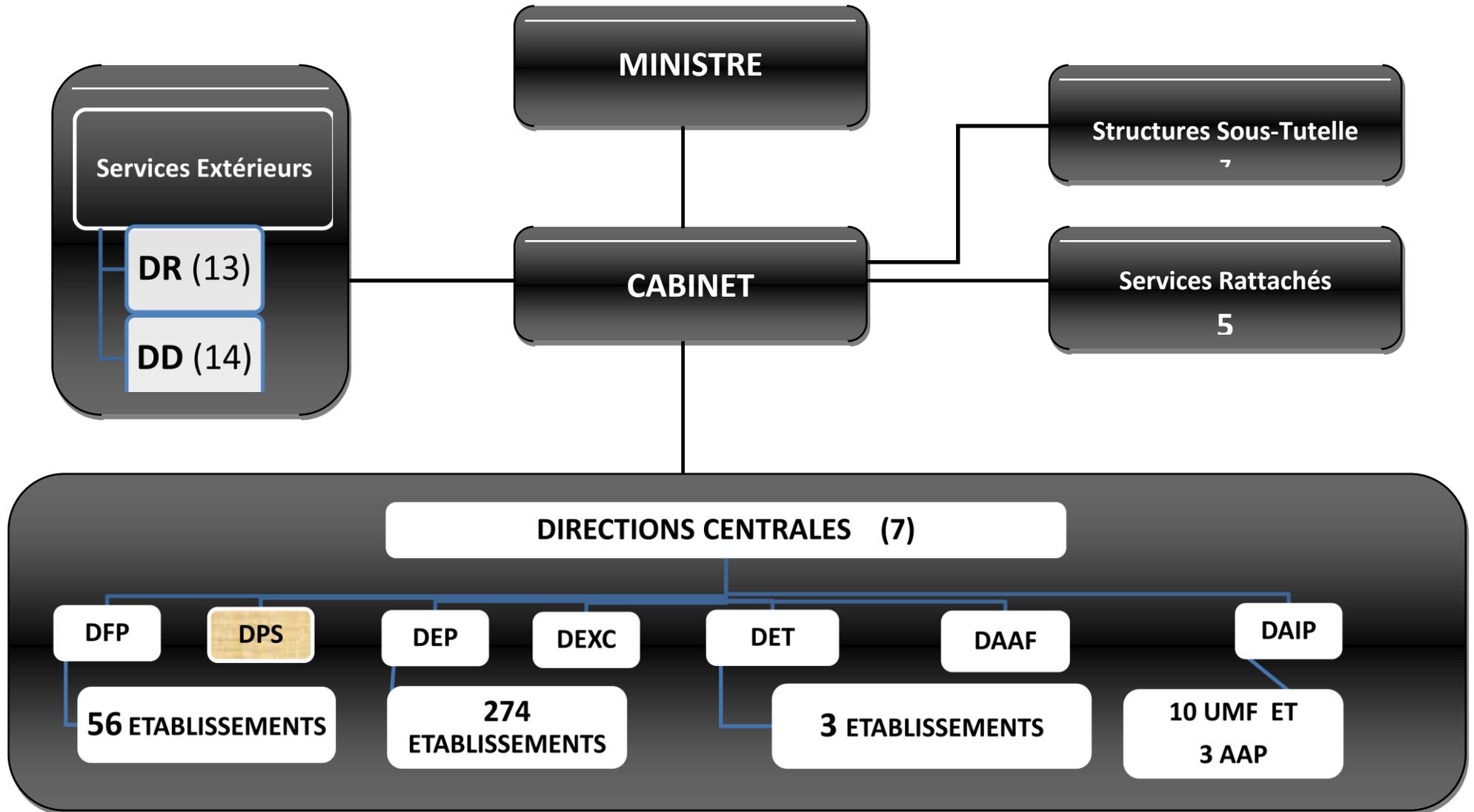
- **répondre aux besoins en formation des populations pour leur insertion durable dans la vie active et favoriser leur promotion socioprofessionnelle ;**
- **satisfaire les besoins en personnel qualifié des entreprises pour améliorer leur performance et leur compétitivité ;**

A ce titre, il contribue :

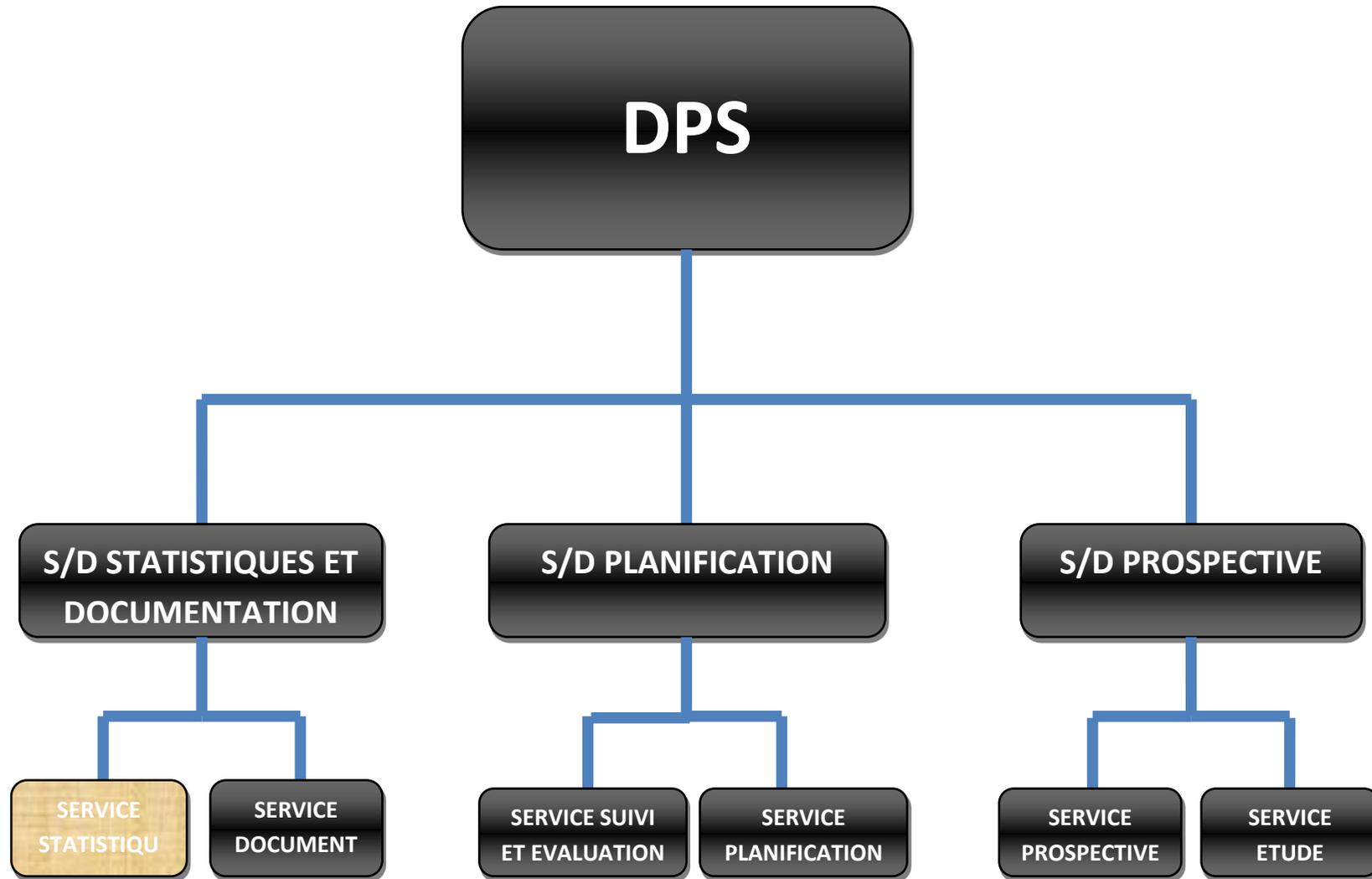
- ✓ au développement des ressources humaines ;
- ✓ à la promotion sociale et professionnelle ;
- ✓ à la réalisation des objectifs de croissance économique ;
- ✓ à la réduction de la pauvreté et du chômage.

Pour accomplir cette mission, ce Ministère est composé de plusieurs directions dont la Direction de la Planification et des Statistiques (DPS). Cette Direction a pour mission de réaliser toutes les études statistiques relatives aux différents domaines d'activités du dit Ministère. Voir l'organigramme ci-dessous.

### Organigramme du METFP



## ORGANISATION DE LA DPS



## RESUME

Des études ont montré que le poids financier de l'éducation pour les ménages peut constituer un frein à la demande d'éducation. Dans un tel contexte, appréhender l'incidence des coûts de formation sur la capacité des ménages à assurer correctement les dépenses scolaires de leurs enfants à l'ETFP est nécessaire. Ainsi, l'objectif visé dans ce travail est d'apporter des arguments pouvant amener les autorités nationales à reconsidérer les politiques d'allègement des coûts de l'éducation pour les familles en vue de stimuler la demande d'éducation. Pour atteindre cet objectif, nous avons établi le coût direct de formation par filière, apprécié l'importance du coût indirect dans le coût total supporté par les ménages et avons étudié les caractéristiques des ménages pour lesquels ce coût indirect est élevé. Pour ce faire, nous avons utilisé une analyse descriptive et une analyse factorielle. Nous avons abouti aux résultats selon lesquels le coût direct moyen varie considérablement d'un secteur à un autre. Le coût indirect dépend des caractéristiques des ménages. Toutefois, il représente une part plus importante dans le coût total que le coût direct. De plus les ménages pour lesquels ce coût est élevé ont tendance à mieux assurer les dépenses scolaires des enfants.

## INTRODUCTION GENERALE

Les crises successives (économiques et militaro-politiques) qu'a connues la Côte d'Ivoire depuis près d'une dizaine d'années ont contribué à réduire les capacités des ménages à assurer les dépenses d'éducation. La dépense d'éducation des ménages est passée de 6% (la part de la dépense d'éducation dans la dépense totale des ménages) en 2002 à 3,7% en 2008, sans oublier que le taux de pauvreté a plus que triplé en 23 ans, passant de 10% en 1985 à 48,9% en 2008<sup>1</sup>. Pourtant, les discours et les politiques ne manquent pas d'afficher le caractère prioritaire de l'éducation, présentée à juste titre comme un facteur-clé du changement démographique, économique et social. Par ailleurs, beaucoup de facteurs peuvent expliquer les raisons pour lesquelles les enfants ne vont pas à l'école ; ces facteurs sont liés à la fois à l'offre et à la demande d'éducation: « Les raisons pour lesquelles des enfants ne fréquentent pas l'école ou la quittent prématurément sont très diverses : poids financier de l'éducation pour les ménages, demande familiale pour s'occuper de frères et sœurs plus jeunes, facteurs culturels comme la méfiance à l'égard des valeurs véhiculées à l'école, coût d'opportunité élevé et manque de pertinence de l'éducation formelle »<sup>2</sup>. En ce qui concerne les facteurs qui empêchent la demande d'éducation, les facteurs économiques en termes de coûts officiels ou cachés pour les ménages peuvent être vus comme les principaux obstacles pour atteindre l'éducation pour tous dans les pays moins développés. Ce coût de formation inclut les coûts directs (frais d'inscription et de scolarité, frais d'achats de livres et de fournitures scolaires) et les coûts indirects (frais d'uniforme ou de tenue de sport, transport scolaire, nourriture, cours particuliers, cotisation d'association des parents d'élèves, activités périscolaires, autres dépenses). Toutefois, la contribution des ménages aux différents niveaux du système éducatif est nécessaire pour soutenir les dépenses d'éducation et permettre aux groupes défavorisés d'avoir accès à celle-ci.

Dans ces conditions, appréhender les difficultés des ménages en matière de dépense éducative à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle

---

<sup>1</sup> Ces informations sont tirées de l'ENV 2008

<sup>2</sup> Voir UNESCO EPE, rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010, page 60

(ETFP) est primordial dans la mesure où ce sous-secteur du système éducatif joue un rôle clé dans le système éducatif ivoirien. En effet, il est investi d'une double mission : d'une part, répondre aux besoins en formation des populations pour leur insertion durable dans la vie active et favoriser leur promotion socio professionnelle et, d'autre part, satisfaire les besoins en personnels qualifiés des entreprises pour améliorer leur performance et leur compétitivité. A ce titre, il contribue :

- au développement des ressources humaines ;
- à la promotion sociale et professionnelle ;
- à la réalisation des objectifs de croissance économique ;
- et à la réduction de la pauvreté et du chômage.

C'est le lieu de se poser la question de savoir quelle est l'incidence des coûts de formation sur la capacité des ménages à assurer correctement les dépenses scolaires de leurs enfants

En vue d'analyser en profondeur le problème que pose la dépense éducative pour les ménages, ce travail essaie de répondre aux questions subsidiaires suivantes:

- ✓ Quel est le coût direct de formation supporté par les ménages selon la filière de formation et le niveau d'étude de l'élève?
- ✓ Quel est le poids du coût indirect supporté par les ménages dans le coût total de formation?
- ✓ Quelles sont les caractéristiques des ménages qui ont une dépense indirecte élevée?

Ainsi, la présente étude sur les coûts de l'éducation pour les ménages à l'ETFP public de Côte d'Ivoire vise à évaluer et à analyser les dépenses des ménages pour l'éducation. Par ailleurs, elle apporte des arguments pouvant amener les autorités nationales à reconsidérer les politiques visant l'allègement des coûts de l'éducation pour les familles en vue de stimuler la demande d'éducation et de parvenir à adapter les coûts au niveau des populations dans le cadre de la réduction de la pauvreté. De façon spécifique, il s'agit :

- d'étudier les caractéristiques et les opinions des ménages enquêtés ;

- de déterminer et d'analyser le coût direct selon l'établissement, la filière et le niveau d'étude de l'élève et apprécier l'écart entre coût constaté et coût préétabli<sup>3</sup> ;
- d'estimer et d'analyser le coût indirect supporté par les ménages et d'évaluer le poids de ce coût dans le coût total de formation,
- d'étudier les caractéristiques des élèves pour qui le coût indirect est élevé.

Les principales hypothèses qu'on se propose de vérifier tout au long de cette étude sont les suivantes :

H1. Le coût direct varie considérablement d'un secteur de formation à un autre et d'un niveau d'étude à un autre.

H2. Le coût indirect a un poids plus important dans le coût total de formation que le coût direct.

H3. Les ménages pour les lesquels le coût indirect est élevé couvrent au mieux les dépenses éducatives de leurs enfants.

Pour répondre aux objectifs assignés à cette étude, il nous a fallu mener une enquête sur le terrain. Comme outils d'analyses, nous utilisons la statistique descriptive, une analyse factorielle et quelques définitions de comptabilité analytique. Le rapport ainsi conçu est présenté en six (6) chapitres. Les deux premiers chapitres s'articuleront autour de la définition des concepts, de l'exploration de quelques études empiriques menées sur le sujet et de la présentation de la méthode employée pour collecter et analyser les données. Les trois derniers présenteront l'analyse descriptive, les résultats obtenus et leurs interprétations. A la suite, nous avons fait des recommandations en précisant les limites de notre étude.

---

<sup>3</sup> Le coût direct préétabli est le coût direct obtenu par établissement, par filière et par niveau d'étude au moyen de la liste des fournitures des élèves. Le coût direct constaté est le montant des dépenses directes déclarées par les ménages.

## CHAPITRE1: CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

### I. MARCHE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

#### I.1. Offre d'Enseignement Technique et Professionnel

La Côte d'Ivoire développe un système d'ETFP assez diversifié. On compte 59 établissements publics de formation (3 Lycées Techniques, 9 Lycées Professionnels, 11 Centres de Perfectionnement aux Métiers et 36 Centres de Formation Professionnelle). En milieu rural, on dénombre 10 Unités Mobiles de Formation pour les formations qualifiantes et 3 Ateliers d'Application et de Production pour le perfectionnement des artisans et l'appui logistique aux jeunes diplômés. On identifie également 320 établissements privés agréés par l'Etat (274 établissements de formation diplômante et 46 de formation qualifiante). La formation et la qualification au sein de l'ETFP sont mises en œuvre dans quatre grands types d'établissements:

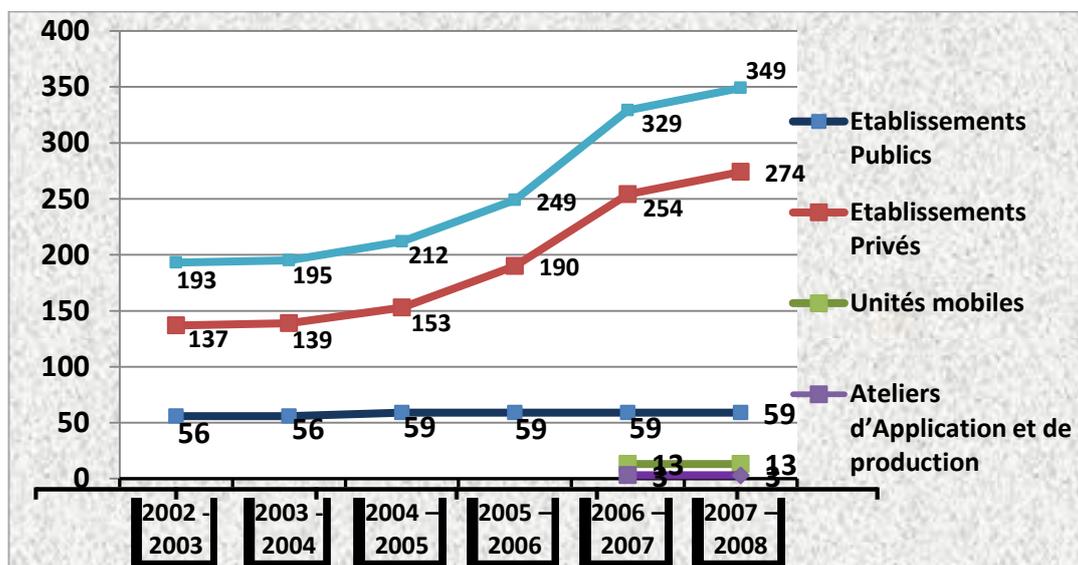
- les lycées techniques (LT). On en dénombre trois: le LT d'Abidjan/Cocody, qui abrite les filières tertiaires et industrielles; le LT de Bouaké, qui forme uniquement dans le secteur industriel; et le LT de Yopougon consacré à la biochimie. Tous ces établissements préparent aux diplômés du baccalauréat (BAC) et au brevet de technicien supérieur (BTS). L'entrée dans le cycle menant au BAC est réservée aux titulaires du brevet d'étude du premier cycle (BEPC). La formation dure trois ans avant d'être sanctionnée par un examen national final. Les filières menant au BAC sont celles des séries G (secrétariat, comptabilité), E (technique industriel) et F (électrotechnique, électronique, électromécanique, génie civil, biologie). L'entrée dans les LT est soumise à une sélection, par concours ou par orientation sur la base d'un classement national.
- Les lycées professionnels (LP). Ils sont au nombre de neuf et préparent aux diplômés du brevet de technicien (BT) et du BTS. Ils sont accessibles aux titulaires du BEPC pour préparer le BT et aux titulaires du BAC pour préparer le BTS. Les

candidats acceptés dans le cycle BT sont âgés de 18 ans au moins. La formation dure trois ans. Au cours de la 3<sup>e</sup> et dernière année, la maquette pédagogique impose un stage d'une durée de huit semaines.

- Les centres de perfectionnement aux métiers (CPM). Les onze centres existants préparent au brevet d'études professionnelles (BEP), au BT et au BTS. Le BEP est préparé en deux ans, après la classe de 3<sup>e</sup> du secondaire ;

Les centres de formation professionnelle (CFP-CET et CETF). Ils préparent au certificat d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (à partir de la 5<sup>e</sup>), au BEP (à partir de la 3<sup>e</sup>), au BT (à partir de la 3<sup>e</sup>) et au brevet professionnel (BP) en un an pour les titulaires du CAP possédant deux années d'expérience professionnelle. Le graphique ci-dessus permet de voir que les établissements privés ont connu une nette progression en termes d'effectifs de 2002 à 2008

**Graphique 1: Evolution du nombre des différentes structures de formation de 2002 à 2008**



Source : DPS/METF, 2008

Les établissements publics, les unités mobiles et les ateliers d'application et de production ont des effectifs stationnaires au cours de la période 2002-2008.

## I.2. Demande d'Enseignement Technique et Professionnel

La capacité d'accueil dans les établissements publics et privés, tous niveaux et filières confondus est estimée respectivement à 30 000 et 40 000 places. Les effectifs en formation dans le système de l'ETFP ont connu une évolution globalement positive au cours des quinze dernières années, passant de 22 200 en 1992 à 50 500 en 2007. Le tableau 1, ci-après, montre la répartition des effectifs en fonction du secteur et du sexe au cours de l'année scolaire 2006-2007.

**Tableau 1: Répartition des effectifs des apprenants par secteur et par sexe 2006-2007**

Secteur De formation	Public			Privé			Total(%)	
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons
Industriel	2 212	10 040	12 252	2 615	2 593	5 208	27,7 %	72,4 %
Service	7 602	4 164	11 766	11 976	9 297	21 273	59,3 %	40,7 %
<b>Total(%)</b>	40,9 %	59,1 %	100 %	55,1 %	44,9 %	100 %	48,3 %	51,7 %

Source : DPS/METF, 2008

En termes d'effectifs globaux, le secteur privé est prédominant avec un peu plus de la moitié des effectifs scolarisés. Mais on notera que le taux de remplissage des structures est en moyenne faible, le nombre de places disponibles excédant par exemple celui des effectifs d'environ 20 % dans les établissements publics; ceci est le signe d'une demande faible pour les services actuellement offerts.

Environ deux-tiers des effectifs totaux de l'ETFP sont dans les filières des services (donc un-tiers seulement dans des formations industrielles), mais entre les filières industrielles et celles des services, la répartition du public et du privé diffère fortement. En effet, les structures privées comptent environ deux-tiers des effectifs dans les formations tertiaires (plus faciles à organiser, demandant moins<sup>4</sup> d'infrastructures et recevant une demande plus forte), alors que les structures

---

<sup>4</sup> Les informations qui ne découlent pas directement des tableaux proviennent de la DPS

publiques assurent la scolarisation à 70 % des personnes en formation dans des sections industrielles.

De façon globale, la distribution selon le sexe est relativement équilibrée, les filles comptant pour 48 % des effectifs et les garçons pour 52 %. Mais il existe un déséquilibre selon les filières de formation; ainsi les filles ne représentent que 28 % du total dans les filières industrielles, alors qu'elles comptent pour 59 % des effectifs dans celles des services.

Les effectifs traités par l'enseignement technique et professionnel concernent les élèves, les étudiants, les stagiaires et les apprentis. Le tableau suivant présente globalement les effectifs des apprenants du système.

**Tableau 2: Evolution de l'effectif des apprenants de 1992 à 2007**

<b>Année</b>	<b>Public</b>	<b>Privé</b>	<b>Total</b>
<b>1992 - 1993</b>	9 080	13 100	22 180
<b>1993 - 1994</b>	9 352	14 148	23 500
<b>1994- 1995</b>	8 367	15 633	24 000
<b>1995 - 1996</b>	10 802	14 192	24 994
<b>1996 - 1997</b>	12 897	15 896	28 793
<b>1997 - 1998</b>	16 783	22 998	39 781
<b>1998 - 1999</b>	21 454	18159	39613
<b>1999 - 2000</b>	27 107	16572	43679
<b>2000 - 2001</b>	25 882	17829	43711
<b>2001 – 2002</b>	26 417	2692	29109
<b>2002 – 2003</b>	24 682	3384	28066
<b>2003 – 2004</b>	25345	7775	33120
<b>2004 – 2005</b>	25 730	16 597	42 327
<b>2005 – 2006</b>	22 457	25 209	47 666
<b>2006 – 2007</b>	22 031	26 820	48 851

Source : DPS/METF, 2008

De manière générale, les effectifs des apprenants ont connu une augmentation considérable entre 1992 et 2001. Suite à la crise politico-militaire de 2002, les effectifs des apprenants du privé ont baissé considérablement avant de se stabiliser en 2005.

## II. NOTION DE COUT DE FORMATION ET DE MENAGE

Il est question de présenter les notions qui permettront de mieux aborder le sujet.

### II.1. Notion de coût

- **Le coût complet**<sup>5</sup> est le coût constitué par la totalité des charges qui peuvent lui être rapportées par tout traitement analytique approprié : affectation, répartition, imputation. La méthode des coûts complets est traditionnellement la méthode de référence de la comptabilité analytique. Dans la méthode des coûts complets, toutes les charges sont incorporées, soit directement, soit indirectement aux différents coûts. La distinction entre charges directes et charges indirectes permet aux gestionnaires de déterminer les charges dont l'inscription aux coûts s'effectue sans problème particulier et celles dont l'affectation requiert le consentement des responsables.
- **Les coûts préétablis** sont calculés antérieurement aux faits qui les engendreront. Ce sont des coûts de référence qui serviront, le moment venu, de « normes », d'objectifs, ou de simples prévisions. Selon leur type et selon l'optique de leur calcul, ils sont désignés par coûts standards, devis, budget de charges, coûts prévisionnels.
- **Les coûts constatés** (coûts réels) sont calculés postérieurement aux faits qui les ont engendrés. Ils permettent notamment d'établir les comparaisons avec ceux des périodes de calcul précédentes.

La comparaison des coûts constatés et les coûts préétablis fait apparaître parfois des écarts qui ont parfois plus de signification que la connaissance des coûts eux-mêmes pour la gestion de l'entreprise. Cet écart se détermine comme suit :

$$\text{ECART} = \text{COUT CONSTATE} - \text{COUT PREETABLI}$$

---

<sup>5</sup>Toutes les définitions de coût sont tirées de Gérard MEYLON(2004), *comptabilité analytique*, Bréal, 286P

## **II.2. Notion de ménage**

Le ménage dont il est question est le ménage ordinaire. Il peut être défini comme une communauté de personnes ayant un lien de parenté ou non, occupant généralement le même logement; prenant leur repas en commun, placées sous l'autorité d'une seule personne reconnue par les autres membres de la communauté comme chef de ménage.

## **I. REVUE DE LITERATURE**

### **III.1. Ecrits théoriques**

En 2001, dans le RESEN du Cameroun, une présentation a été effectuée sur les éléments à prendre en compte dans le calcul du coût de formation pour les ménages. Il ressort que certaines dépenses sont directement induites par la fréquentation scolaire alors que d'autres sont connexes. Il existe aussi une troisième catégorie, considérée trop distante de l'éducation pour être prise en compte dans la dépense éducative (même si les dépenses relevant de cette dernière catégorie peuvent influencer positivement sur les résultats scolaires au même titre que d'autres figurant dans les deux premières catégories). Selon la disponibilité des données, les deux premières catégories de dépenses peuvent être désagrégées pour séparer les dépenses engagées pour l'achat de matériels et fournitures scolaires et le paiement des frais d'inscription, des autres types de dépenses. Le tableau ci-après propose un tel regroupement, fondé sur les données de l'enquête camerounaise auprès des ménages

### Décomposition des dépenses d'éducation à la charge des ménages

	Dépenses directes	Dépenses connexes	Autres dépenses
Matériel et fournitures scolaires	—Livres scolaires —Cahiers scolaires —Autres matériels et fournitures	—Uniformes	
Frais scolaires	—Frais de scolarité —Cotisation APE scolaires —Frais d'internat —Location de chambre —Frais de dossier		—Autres frais
Autres dépenses d'éducation		—Cours particuliers —Educateur à domicile —Frais de cantine —Transports scolaires —Frais d'apprentissage —Connexion internet	—Enseignement artistique —Livres non scolaires —Journaux, revues —Autres matériels

Source : RESEN Cameroun, 2001

Les frais d'apprentissage se rapportent aux dépenses engagées par les familles pour leurs enfants qui suivent un apprentissage hors d'une formation assurée par un établissement scolaire. Il s'agit, par exemple, de sommes remises à une coiffeuse qui initiera une fille à la coiffure en dehors de toute inscription dans un cursus menant à un diplôme de coiffeuse. Les frais de cantine sont, du point de vue des familles, des dépenses entraînées par la fréquentation scolaire. Il conviendrait pourtant de défalquer de ces dépenses le montant qui, de toute façon, aurait été dépensé pour nourrir les élèves s'ils ne s'alimentaient pas dans l'établissement fréquenté. Il y a là un facteur de majoration des dépenses éducatives à la charge des familles. On peut également estimer que ces frais ne sont pas nécessairement obligatoires, l'élève pouvant apporter de quoi se restaurer à l'école (ils sont alors classés parmi les dépenses connexes). Il en est de même pour les frais de transports scolaires :

l'élève/étudiant ne peut-il pas marcher? Ne s'agit-il pas plutôt d'une dépense de confort que d'une dépense d'éducation? Là encore le débat n'est pas près d'être tranché. Enfin, le port d'un uniforme, s'il est obligatoire, permet aussi d'économiser sur l'achat d'autres vêtements. Dans l'estimation effective des dépenses d'éducation, seules celles se rapportant aux deux premières rubriques sont retenues : dépenses directes et dépenses connexes. Cette conception témoigne tout de même d'une vision assez élargie de la dépense d'éducation (**RESEN Cameroun, 2001**).

### **III.2. Travaux empiriques**

En 2007, la Banque Mondiale a publié une étude intitulée « **Coûts et financement de l'enseignement supérieur en Afrique francophone** ». Cette étude utilise des données collectées par le Pôle de Dakar et la Banque mondiale à l'occasion de la réalisation d'études sectorielles (RESEN) dans les pays francophones d'Afrique sub-saharienne. Des données comparatives sur les coûts et le financement de l'enseignement supérieur dans un nombre significatif de pays sont ainsi présentées. Cet exercice a permis non seulement de mettre en lumière les problèmes spécifiques qui sont communs aux pays de cette zone, mais aussi d'identifier les mesures qui ont été prises par certains pays pour y répondre. L'analyse du financement de l'enseignement supérieur est, en outre, conduite dans le cadre de l'ensemble du secteur de l'éducation. Sont ainsi posées les questions de l'équité dans l'utilisation des ressources publiques, de la gestion des flux d'élèves et de l'effort demandé aux familles pour financer la scolarisation de leurs enfants.

Pour ce qui est de l'effort demandé aux familles, l'étude a montré que la contribution nette des ménages (c'est-à-dire en soustrayant les dépenses sociales effectuées par l'Etat des dépenses directes des ménages telles qu'elles sont estimées à partir des enquêtes de ménages) est de 13%<sup>6</sup> en Mauritanie, 32% au Cameroun et 69% au Rwanda. Celle-ci est faible à Madagascar, négative au Congo, au Mali et au Sénégal ;

---

<sup>6</sup> Ces pourcentages représentent la contribution nette des ménages au financement de l'Enseignement Supérieur

ce qui montre que l'Etat est le principal financeur net de l'enseignement supérieur dans ces pays et suggère que des stratégies de partage des coûts dans les universités publiques pourraient être envisagées. La contribution nette des ménages au financement de l'enseignement supérieur est plus importante dans les pays non africains retenus pour la comparaison (36%), en raison notamment de dépenses sociales relativement moins importantes qu'en Afrique.

Notons l'étude qui a été faite par TAHO Antoine au FDFP (ex FNR) intitulée « **coûts et financement de la formation professionnelle continue par le Fonds National de Régulation.** »

Cette étude s'est articulée autour de trois points :

- Analyse de l'évolution des coûts et financement de la formation professionnelle continue par le FNR,
- Répartition du financement des plans de formation des entreprises par le FNR ;
- Tarification des opérateurs de formation.

La première partie a consisté en une analyse descriptive de l'évolution du financement de la formation sur trois exercices en l'occurrence 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989. Cette analyse a permis d'aboutir aux conclusions telles que, la cotisation des entreprises aux titres des taxes a baissé, le secteur tertiaire reçoit plus de financement suivi du secondaire et du primaire, les formations les plus financées sont la formation scientifique et technique, les entreprises qui cotisent le plus reçoivent plus de financement, cette partie a permis de montrer les déséquilibres qui existent dans la répartition des financements de la formation selon le secteur d'activité, le sous- secteur, la taille des entreprises, et les domaines de formation.

Il est ressorti de la deuxième que les petites et moyennes entreprises sont lésées dans le financement au profit des grandes entreprises ; cette répartition inégale selon le financement complémentaire a été observée à travers la courbe de Lorenz.

En troisième partie, l'auteur a proposé une tarification des opérateurs de formation après avoir rappelé la pratique de tarification qui se faisait. La démarche utilisée a consisté à estimer les charges moyennes annuelles minimales supportées par un

cabinet de formation, ensuite à prendre ces charges comme le chiffre d'affaire annuel moyen que devrait atteindre le cabinet pour survivre.

Une autre étude a été réalisée pour le compte du FDFP par MOUANDA Joseph intitulé « **Analyse du coût et financement de la Formation par le FDFP** ». Cette étude a été motivée par le souci du FDFP de s'intéresser à l'amélioration des coûts-efficacités de ses interventions compte tenu du fait que le contexte économique est marqué par des ressources financières limitée et un besoin de formation de plus en plus croissant. Le FDFP, comme indiqué dans cette étude, s'intéresse à l'exploration des possibilités de contribution des promoteurs et bénéficiaires au financement de la formation. Les bénéficiaires participeraient aux coûts de la formation sous forme de coûts directs, coûts d'opportunité ou autres coûts induits liés à leur participation aux actions de formation (manque à gagner, coûts de transport, fourniture, hébergement, nourriture et soin, etc.).

L'objectif de cette étude était d'analyser la structure des coûts par type de projets et la propension des bénéficiaires et promoteurs à contribuer au financement de a formation. Pour ce faire, la démarche adoptée a consisté à exploiter des documents contenant les différents coûts liés à ces projets. La décomposition retenue est celle qui subdivise les coûts en deux éléments à savoir : les coûts directs qui sont étroitement lié à l'action de formation (préparation, diffusion, suivi, documentation, supports et investissements pédagogiques) et les coûts indirects (les déplacements, l'hébergement, l'alimentation des stagiaires et la couverture médicale).

Des informations sur les coûts ont en outre été recueillies auprès des structures de financement d'opération similaire à celles prises en compte par le FDFP. Des indicateurs de coût unitaire ont été définis par module de formation en vue de permettre la maîtrise des coûts. C'est par exemple le cas du coût unitaire journalier par stagiaire qui est égal au coût total du projet divisé par le nombre d'heure et divisé par le nombre de stagiaires.

Dans le cas du **RESEN 2009 de Côte d'Ivoire**, pour estimer les dépenses des familles ivoiriennes pour la scolarisation de leurs enfants, les données utilisées sont

celles de l'enquête de niveau de vie des ménages de 2002 (celles de l'ENV 2008 n'étant pas encore disponibles). Les informations disponibles ont été classées en **dépenses directes** (frais d'inscription et de scolarité, frais d'achats de livres et de fournitures scolaires) et en **dépenses indirectes** (frais d'uniforme ou de tenue de sport, transport scolaire, nourriture, cours particuliers, cotisation association des parents d'élèves, activités périscolaires, autres dépenses). Ces informations croisées avec celles sur la fréquentation scolaire ont permis d'estimer ce que les parents dépensent en moyenne pour l'éducation de leurs enfants selon le niveau d'enseignement auquel ils sont scolarisés. Cette statistique a été aussi distribuée selon le type d'établissement fréquenté, le sexe (fille/garçon), le milieu (urbain/rural) et suivant le niveau de richesse des familles (pauvres/riches). Des estimations en valeurs monétaires de l'année 2007 ont été obtenues par application d'un indice d'évolution des prix; appliquées aux effectifs scolaires de l'année 2007 ; ces estimations unitaires peuvent être alors transcrites dans une estimation de la dépense agrégée d'éducation supportée par les familles au cours de l'année 2007.

- La première observation est celle d'une croissance globale du montant moyen de la contribution familiale par élève avec le niveau d'études, de 28 000 FCFA (valeurs 2007) à près de 250 000 FCFA dans l'enseignement technique et dans l'enseignement supérieur (près de 100 000 FCFA au collège et de 150 000 au lycée).
- La seconde observation est que la dépense totale d'éducation supportée par les familles est estimée, en 2007, à 204,5 milliards de FCFA, représentant 52 % de la dépense publique correspondante et 34 % des dépenses nationales de fonctionnement du système au cours de cette même année.

Une étude a été réalisée à la DPS en 2010 par ZEZE Pacôme sous la direction de M.KOUMAN, Chef du Service Statistique de la dite structure. Le thème de cette étude est : **«étude du coût unitaire de formation d'un apprenant au METFP : cas du CAP, du BT et du BAC ».**

Les questions centrales qui ont motivées ce travail sont : quel est à l'heure actuelle le coût unitaire de formation d'un apprenant au METFP, ce coût est-il en adéquation

avec la qualité des produits qui sortent des différentes filières du METFP ? Sinon, comment réduire ce coût et rendre l'enseignement technique et professionnel plus efficace ?

L'objectif de ce travail a été d'évaluer les coûts des formations dispensées à l'ETFP, selon les filières de formation. Les outils utilisés sont : la recherche documentaire, la comptabilité analytique, la statistique descriptive et l'analyse des données. Les indicateurs tels que le coût unitaire enseignant, le coût unitaire pédagogique, le coût unitaire administratif ont été calculés. Les principaux résultats auxquels ce travail a permis d'aboutir sont les suivants :

- il se dégage deux grands groupes : les filières industrielles, avec un coût unitaire élevé et un nombre réduit d'apprenants, et les filières tertiaires avec un nombre important d'apprenants et un coût unitaire moindre.
- la dépense publique par élève est élevée en Côte d'Ivoire puisqu'elle est en moyenne 50% plus élevée que dans des établissements privés.

En 2010, le Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique du Burkina a effectué une étude intitulée «**Le coût de l'éducation pour les ménages**». Le coût de l'éducation pour les ménages constitue-t-il un frein à l'accès et à la participation à l'enseignement primaire au Burkina Faso ? Telle est la question centrale de ce travail. L'objectif visé est d'évaluer les dépenses des ménages pour l'éducation et comprendre si les barrières économiques, en termes de coûts de la scolarisation pour les ménages, sont responsables de la non-scolarisation des enfants. Ce rapport s'est focalisé sur deux points :

- l'analyse du système éducatif burkinabé, en particulier le sous-système d'enseignement primaire, son organisation et son évolution au cours des dernières années
- l'analyse et l'interprétation des résultats de l'enquête auprès des écoles et des ménages à partir d'une statistique descriptive

Il faut noter que malgré les difficultés que représente le paiement des dépenses d'éducation pour de nombreux ménages, ces dépenses ne constituent pas les seuls

freins à l'accès et à la participation à l'enseignement primaire au Burkina Faso. Le faible niveau général des ménages, dans un contexte où les besoins essentiels de vie quotidienne sont toujours pressants, reste le facteur déterminant dans le choix que font les parents pour inscrire ou non un enfant à l'école.

## CHAPITRE2 : METHODOLOGIE

Dans cette section sont exposées la méthode d'enquête et les sources de données d'une part, et la méthode d'analyse utilisée dans ce travail d'autre part.

### I. METHODOLOGIE ET SOURCE DE DONNEES

#### I.1. Tirage de l'échantillon

Pour réaliser cette enquête, il a été question de sélectionner des établissements et des filières de façon raisonnée en se fondant uniquement sur l'importance de ceux-ci. En effet, l'ETFP est complexe du fait de la structure de ses établissements de formation. A l'éducation nationale, les établissements sont construits dans le but de les rapprocher le plus possible des ménages. Ce n'est pas le cas à l'ETFP où un établissement construit a un caractère national. Tous les enfants des autres régions doivent s'y rendre pour bénéficier de la formation dans ce domaine. Chaque établissement a ses caractéristiques et toutes les filières qui existent ne sont pas développées au même titre. Faire une étude à l'ETFP demande une bonne connaissance du système. Ainsi, la recherche documentaire et l'expérience du Directeur de la DPS ont permis de cibler un certain nombre d'établissements et de filières. Ce sont les chefs de ménages qui nous intéressent dans cette étude. Toutefois nous avons voulu passer par les établissements pour les atteindre au moyen des élèves. Malheureusement, nous avons dû interroger les élèves. Ces derniers ont été tirés de façon systématique du fait de la période d'étude qui a coïncidé avec la fin des cours dans les établissements. L'étude a été réalisée uniquement au niveau du district d'Abidjan, ce district compte plus de 50% des établissements de l'ETFP.

Après avoir choisi les établissements, les filières et les diplômes, l'on a enquêté tous les niveaux d'étude des filières concernées. Les critères de dispersion utilisés pour faire le choix des établissements sont : le diplôme préparé et les filières.

Le tableau ci-dessous présente les établissements, les filières et les diplômes concernés par notre étude.

**Tableau 3 : Echantillon**

ETABLISSEMENTS	SECTEUR	FILIERE	DIPLÔME	EFFECTIFS
LYCEE TECHNIQUE D'ABIDJAN	INDUSTRIEL	SCIENCE ET TECHNIQUE	BAC E	27
		GENIE ELECTRIQUE	BAC F3	
	TERTIAIRE	SECRETARIAT	BAC G1	10
		COMPTABILITE	BAC G2	8
CBCG DE COCODY	TERTIAIRE	SECRETARIAT	BT	16
		COMPTABILITE		12
LYCEE PROFESSIONNEL HOTELIER DE RIVIERA	INDUSTRIEL	CUISINE PROFESSIONNELLE	BT	15
		TECHNIQUES HOTELIERES		14
COLLEGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE INDUSTRIEL (CETI) DE MARCORY	INDUSTRIEL	MECANIQUE AUTO	CAP	19
		CONSTRUCTION METALLIQUE		16
CPM BAT DE KOUMASSI	INDUSTRIEL	PLOMBERIE	BT	15
		ELECTRICITE BATIMENT		15
CPM BOIS DE KOUMASSI	INDUSTRIEL	MENUISERIE	CAP	15
CENTRE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (CET) DE TREICHVILLE	TERTIAIRE	SECRETARIAT	BEP	10
		COMPTABILITE		10
LTY	INDUSTRIEL	BIOCHIMIE	BAC	14
CELIA DE TREICHVILLE	INDUSTRIEL	MAINTENANCE ELECTRONIQUE	BT	15
CEP PORT BOUET	TERTIAIRE	SANITAIRE SOCIALE	CAP	16

Source : DPS/METFP

Par filière et par niveau d'étude, 5 élèves devraient être interrogé, soit 15 élèves dans les filières préparant au BAC, BT et CAP, 10 élèves dans les filières préparant au BEP. La non disponibilité des élèves est la raison principale pour laquelle, au total c'est 247 élèves qui ont pu être enquêtés. Il est à souligner que cette taille d'échantillon tient compte des moyens et du temps dont on a disposé.

## I.2. Organisation pratique de l'enquête

L'organisation et l'exécution de l'enquête se sont fondées sur l'exploitation des documents dont dispose la structure. Ainsi, cette étude s'est-elle structurée selon les principales phases suivantes:

- la sensibilisation des autorités administratives;
- l'élaboration des documents de l'enquête ;
- la collecte des données ;
- le traitement des informations collectées ;

#### **□ La sensibilisation des autorités administratives**

La Direction de la Planification et des Statistiques du METFP, par le biais du cabinet du METFP, a informé les chefs d'établissements concernés de la tenue d'une étude dans les établissements qu'ils dirigent.

#### **□ L'élaboration des documents de l'enquête**

La conception des documents de l'enquête a consisté à élaborer le guide méthodologique de l'étude (couramment appelé termes de références à la DPS), le questionnaire, le manuel de codification et les courriers administratifs.

Le questionnaire élaboré pour évaluer les dépenses des ménages nous a permis de recueillir des informations d'ordre général sur le ménage où vit l'apprenant, de s'intéresser à celui qui prend en charge la scolarité et d'estimer les dépenses directes et indirectes supportées. Le questionnaire comporte 4 pages.

#### **□ Déroulement de l'enquête**

L'organisation proprement dite de la collecte s'est faite par 3 stagiaires de l'ENSEA dans le cadre de leur stage de fin de formation à la DPS. Ils ont été accompagnés par le chargé d'étude de la structure. Il est à souligner que l'étude avait deux volets : (i) l'étude du coût de formation pour les ménages et (ii) l'évaluation du rendement scolaire à l'ETFP.

En ce qui concerne l'évaluation du coût de formation supporté par les ménages, après s'être rendu compte de l'échec de la méthodologie qui a consisté à remettre les questionnaires aux élèves et à repasser pour les récupérer, il a été question de faire une interview face à face avec les élèves et des focus groups. Nous avons pris avec ces derniers les informations sur les dépenses, le revenu, le niveau d'instruction de la personne qui paye la scolarité. Nous avons aussi pris des informations sur l'élève lui-même. Le focus group nous a aidés à capter la liste exhaustive des fournitures

scolaires et du matériel exigé au cours de l'année scolaire 2010-2011. Tout cela a eu lieu après une rencontre avec les chefs d'établissements et leurs collègues.

La collecte s'est tenue du 4 au 25 juillet. Voir le tableau 1 pour les établissements enquêtés.

Les logiciels utilisés sont EPI INFO 3.6 (pour la saisie des données d'enquête), STATA 10 (pour l'apurement de la base), SPSS 17 (pour l'analyse descriptive), EXCEL 2007 (pour le calcul des coûts) et SPAD (pour l'analyse factorielle).

## **II. METHODE D'ANALYSE**

Cette section permettra de présenter les méthodes de calcul et d'analyse utilisées dans ce document.

### **II.1. Hypothèses de calcul des dépenses des ménages**

Les dépenses d'éducation des ménages sont classées en **dépenses directes** et en **dépenses indirectes**.

Les dépenses directes retenues dans ce travail sont :

- Les frais d'inscription
- Les fournitures scolaires (cahiers et livres)
- Matériel de travail (pour les filières industrielles)

Les frais d'inscription sont répartis en droit d'inscription et en frais annexes. Le droit d'inscription est un montant fixe de 10 000 FCFA payables quel que soit l'établissement, pourvu que l'élève soit ivoirien. N'ayant pas rencontré d'étranger dans l'enquête, leur spécificité n'est pas pris en compte.

Les frais annexes sont plus ou moins spécifiques à chaque établissement. Cependant, il ressort généralement les composantes ci-dessous :

- Activité socio-éducatives ;
- Assurance scolaire ;
- Autres frais ;
- Badges ;
- Tee-shirt de sport ;
- Le droit d'examen et la visite médicale pour les dernières années ;
- Un paquet de rame.

A cela s'ajoutent les carnets de correspondance, la cravate, la tenue d'atelier pour les premières années des filières industrielles selon l'établissement.

Les frais de scolarité n'ont pas été pris en compte parce que seuls les établissements publics ont été enquêtés et, dans ces établissements, les élèves enquêtés ont été orientés par l'Etat ; ils ne payent donc pas de frais de scolarité.

Les dépenses indirectes retenues sont :

- Les frais d'uniformes
- Les frais de transport
- Les frais de nourriture
- Les frais de photocopies
- Cotisation scolaire

Ici les dépenses sont relatives à chaque élève. Bien que chaque élève soit tenu de se présenter dans l'uniforme exigé, acheter un ou deux uniformes chaque année dépend des moyens du parent d'élève. En outre, c'est selon ses moyens qu'un élève peut dépenser 500 FCFA ou 200 FCFA ou ne rien dépenser du tout pour se restaurer à l'école.

Les dépenses directes peuvent être considérées comme les dépenses obligatoires pour les ménages contrairement aux dépenses indirectes dont l'importance varie d'un ménage à un autre selon le lieu d'habitation, le revenu, etc.

Le constat est que les élèves n'ont pas toujours tout le matériel exigé, ce qui nous a amené à prendre la liste exhaustive des fournitures et du matériel exigé dans chaque établissement, dans chaque filière et à chaque niveau d'étude où nous avons fait l'enquête. Ces listes supposées exhaustives ont été prises à partir de focus group. Pour déterminer le montant des dépenses directes à partir de ces listes, 3 librairies, 2 quincailleries et un magasin ont été visités, ce sont : la librairie de France au Plateau, Cash Ivoire à Abobo, King Cash à Adjamé et Perisac au Plateau. Cette démarche nous a permis de collecter les prix des livres, des cahiers et des matériels utilisés par les élèves dans le cadre de leur formation. Une moyenne arithmétique des prix des articles identiques a été faite pour retenir le montant à prendre en compte dans le calcul de coût.

Puisque chaque élève a communiqué ses dépenses en fournitures, il a été étudié l'écart entre le montant des dépenses à effectuer (coût préétabli) et les dépenses effectuées effectivement (coût constaté).

## **II.2. Plan d'analyse**

Une analyse descriptive a permis de décrire les caractéristiques des apprenants et des ménages, d'étudier les opinions des ménages quant aux dépenses, d'établir les dépenses directes préétablies, d'analyser l'écart entre coût direct préétabli et coût direct constaté. Les dépenses directes des ménages sont présentées par établissement, par filière et par niveau d'étude des élèves. Nous avons analysé le poids des dépenses indirectes dans les dépenses totales de formation déclarées par les ménages.

Une analyse de la variance à un facteur a été faite pour tester d'une part la différence des coûts préétablis (des fournitures) moyens entre les secteurs de formation, d'autre part la différence des coûts indirects moyens entre les secteurs de formation et le sexe de l'élève.

Une analyse factorielle a fait ressortir le profil des ménages selon l'importance des dépenses indirectes qu'ils effectuent et le fait d'assurer correctement les dépenses scolaires de leurs enfants.

## CHAPITRE3: CARACTERISTIQUES DES MENAGES

L'analyse porte sur les 247 ménages enquêtés au moyen des élèves dans 10 établissements publics.

### I. PROFIL DE LA PERSONNE QUI PAYE LA SCOLARITE DE L'ELEVE

La personne qui paye la scolarité de l'élève peut être le père, la mère, le tuteur, un grand frère ou une grande, un oncle ou une tante, un cousin ou une cousine, ou alors une personne avec qui l'élève n'a aucun lien de parenté. Le tableau suivant présente le payant de la scolarité selon le lien de l'élève avec la personne chez qui il vit.

**Tableau 4 : La personne qui paye la scolarité**

La personne qui paye la scolarité de l'élève	Lien du chef de ménage avec l'élève				Total
	Père	Mère	Tuteur	Elève	
Père	60	3	48	3	114
Mère	4	12	16	0	32
Tuteur	0	0	47	0	47
Élève-lui-même	0	0	15	6	21
Grand frère ou sœur	2	0	12	3	17
Oncle ou tante	1	0	12	0	13
Cousin ou cousine	0	0	1	0	1
Sans parenté	0	0	2	0	2
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>15</b>	<b>153</b>	<b>12</b>	<b>247</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Les personnes qui payent le plus la scolarité sont par ordre croissant le père, le tuteur et la mère. En effet, sur les 247 élèves enquêtés, 67 vivent chez leurs pères, mais ce sont 114 qui sont pris en charge par ces derniers. Nous avons 153 élèves qui vivent chez des tuteurs, mais c'est seulement 47 qui sont pris en charge par ceux-ci. Enfin, 15 élèves vivent chez leurs mères, mais les mères s'occupent de la scolarité de 32 élèves. Il est nécessaire de souligner que certains élèves se prennent eux-mêmes en charge, 12 sont leurs propres tuteurs mais 21 se prennent en charge.

## I.1. Catégorie socioprofessionnelle de la personne qui se charge de la scolarité

Une présentation des personnes qui payent la scolarité des élèves selon leur situation professionnelle indique une grande diversité, c'est ce que révèle le tableau ci-dessous.

**Tableau 5 : Situation professionnelle de la personne qui paye la scolarité**

Situation professionnelle	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
L'élève lui Même	21	8,5	8,5
Planteur	24	9,7	18,2
Ouvrier non qualifié	20	8,1	26,3
Ouvrier qualifié	20	8,1	34,4
Agent de maitrise	13	5,3	39,7
Cadre moyen	43	17,4	57,1
Cadre supérieur	33	13,4	70,4
Indépendant	26	10,5	81,0
Retraité	24	9,7	90,7
Agent de l'Etat	8	3,2	93,9
Transporteur	4	1,6	95,5
Commerçant	11	4,5	100,0
<b>Total</b>	<b>247</b>	<b>100,0</b>	

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Comme le montre bien le tableau 5, il n'y a pas une catégorie socio professionnelle très dominante parmi ceux qui prennent en charge la scolarité des enfants. Cependant, nous avons 17% de cadres moyens suivis de 13% de cadres supérieurs. Bien que ne sachant pas la composition des dépenses des familles, nous trouvons tout de même nécessaire d'étudier le revenu global mensuel du payant de la scolarité avant de s'intéresser aux dépenses d'éducation.

## I.2. revenu global mensuel du payant de la scolarité

Le revenu global mensuel est une variable très importante dans cette analyse. Le tableau 6 donne de façon désagrégée les effectifs des personnes qui se chargent de la scolarité selon la classe de revenu à laquelle elles appartiennent.

**Tableau 6 : Revenu global mensuel**

Revenu global	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Moins de 50 000	31	12,6	12,6
50 000 à 75 000	43	17,4	30,0
76 000 à 100 000	26	10,5	40,5
101 000 à 150 000	32	13,0	53,4
151 000 à 199 000	23	9,3	62,8
200 000 à 249 000	29	11,7	74,5
250 000 à 299 000	20	8,1	82,6
300 000 à 349 000	15	6,1	88,7
350 000 à 399 000	9	3,6	92,3
400 000 à 499 000	8	3,2	95,5
500 000 à 999 000	9	3,6	99,2
Plus de 1 000 000	2	,8	100,0
<b>Total</b>	<b>247</b>	<b>100,0</b>	

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le tableau ci-dessus nous renseigne que plus de la moitié de ceux qui prennent en charge la scolarité des élèves ont un revenu global mensuel de moins 150 000 F CFA. De plus, 62% d'entre eux ont moins de 200 000 F CFA. Les élèves qui se prennent eux-mêmes en charge ont tous un revenu global de moins de 50 000 F CFA. Le tableau ci-dessous présente leur source de revenu.

**Tableau 7 : Source de revenu des élèves qui se prennent en charge.**

Source de revenu	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Job de vacance	3	14	14
Contrat pendant les weekends	7	33	48
Cours à domicile	2	10	57
Cabine téléphonique	5	24	81
Vente d'articles	2	10	90
Bourse d'études	2	10	100
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>100</b>	

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Les entretiens avec les élèves ont permis de se rendre compte que certains élèves font des travaux pendant les vacances afin de payer les premiers frais au début de la rentrée scolaire. Par la suite, pour assurer leur subsistance, ils font des travaux d'aide maçon, ils donnent des cours à domicile ou ils font d'autres types de travaux pendant les weekends.

## **II. PROFIL DES ELEVES**

Des informations très intéressantes ressortent de l'étude des caractéristiques des ménages.

### **II.1. Caractéristiques générales des élèves enquêtés**

Les secteurs de formation concernés par notre étude sont :

- le secteur tertiaire ou des services:3 filières ont été enquêtées : finance comptabilité, secrétariat bureautique et sanitaire et sociale. Au total 82 élèves ont été interrogés.
- le secteur industriel : 11 filières ont été enquêtées. C'est au total 165 élèves que nous avons interrogés dans ce secteur, soit 66, 8% de l'effectif des élèves enquêtés.

Tous les élèves enquêtés sont ivoiriens, dont 132 garçons et 115 filles. On remarque un équilibre entre l'effectif des hommes et des femmes. Cependant cet équilibre n'est pas avéré au niveau des secteurs de formation et des filières fréquentés. En effet, 80% des garçons sont dans les filières du secteur industriel alors que 60% des filles sont dans le secteur des services. La plupart des élèves enquêtés sont boursiers, soit 81%. Au total, l'on a obtenu respectivement, 52, 20,118 et 57 élèves qui préparent le CAP, le BEP, le BT et le BAC.

### **II.2. la répartition des élèves selon le lieu d'habitation et le moyen de déplacement**

Le tableau suivant présente les lieux d'habitation des élèves; cette variable permet de comprendre le moyen de transport utilisé pour se rendre à l'école. En effet, le transport est une composante importante du coût indirect que doivent supporter les

ménages dans le cadre de la formation de leurs enfants. Le tableau 8 présente les différents lieux d'habitation des élèves.

**Tableau 8 : Lieu d'habitation des élèves**

Lieu d'habitation de l'élève	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Cocody	42	17	17
Adjamé	13	5	22
Yopougon	76	31	53
Attecoube	2	1	54
Treichville	4	2	55
Marcory	12	5	60
Koumassi	27	11	71
Port Bouet	25	10	81
Abobo	35	14	96
Bingerville	8	3	99
Anyama	3	1	100
<b>Total</b>	<b>247</b>	<b>100</b>	

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Yopougon est la commune qui abrite le plus d'élèves, soit 31%. En dehors de cette commune, on peut remarquer que les élèves sont répartis de façon diversifiée sur Abidjan, sauf la commune du plateau où aucun élève ne réside. De plus, les seules banlieues habitées par les élèves enquêtés sont Bingerville et Anyama. Le tableau suivant mentionne les différents moyens de transport des élèves en fonction des effectifs de ceux-ci.

**Tableau 9 : Moyen de transport utilisé par les élèves**

Moyen de transport	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Bus	114	46	46
Taxi	36	15	61
Mini car	60	24	85
Marche	35	14	99
Voiture familiale	2	1	100
<b>Total</b>	<b>247</b>	<b>100</b>	

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le moyen de transport le plus utilisé par les élèves est le bus, 114 personnes sur 247 empruntent le bus pour se rendre à l'école, soit près de la moitié des élèves enquêtés. En réalité, en dehors de ceux qui habitent non loin de leur école, qui y viennent au moyen de la marche et donc qui ne supportent pas de frais de transport et de ceux qui dépendent 200 F CFA par jour dans le transport ce qui revient à 22 000 F CFA par an (42 personnes soit 17% de notre population d'étude), ceux qui empruntent le bus dépendent le moins quel que soit la distance entre leurs lieux d'habitation et l'école qu'ils fréquentent car ils payent un montant de 27 000 F CFA par an. En effet, une subvention pour le transport est accordée aux élèves, ils payent la carte de bus à 3 000 FCFA par mois. Cependant, puisque les bus ont des itinéraires précis, certains élèves bien qu'ayant la carte de bus sont obligés d'utiliser d'autres moyens de transport pour atteindre le point de ramassage du bus. Les frais de transport sont plus élevés dans ces conditions. Pour ceux qui empruntent les minis cars de transport urbain et les taxis communaux, les frais de transport qu'ils supportent s'élèvent en moyenne respectivement à 70 650 FCFA et à 97 208 FCFA.

### **III. OPINION DES MENAGES SUR LES DEPENSES A L'ETFP**

Recueillir l'avis des ménages sur la manière dont ils jugent les dépenses qu'ils effectuent dans le cadre de la formation de leurs enfants à l'ETFP est primordial pour la suite des analyses.

L'étude réalisée a permis de noter que les ménages jugent la scolarisation à l'ETFP coûteuses, c'est ce que révèle le tableau10.

**Tableau 10 : Jugement des ménages sur les dépenses de scolarisation à l'ETFP**

Jugement des dépenses	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Moins chère	18	7,3	7,3
Chère	139	56,3	63,6
Très chère	41	16,6	80,2
Indifférent	49	19,8	100,0
<b>Total</b>	<b>247</b>	<b>100,0</b>	

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Sur les 247 ménages enquêtés, c'est seulement 67, soit 27% qui sont soit indifférents, ou soit jugent que le coût est bas ; sinon 72% des ménages disent que les dépenses d'éducation sont élevées ou très élevées.

De plus, à la question de savoir si les ménages qui ont un enfant inscrit à l'ETFP parviennent à assurer correctement les dépenses scolaires de l'enfant, 107 sur 247 ont répondu par l'affirmative, ainsi 57% des ménages ont affirmé qu'ils n'arrivent pas à effectuer correctement les dépenses. Il nous est plusieurs fois revenu au cours des entretiens avec les élèves que la cherté des coûts serait due soit au frais de transport et/ou de restauration scolaire, soit au coût du matériel de travail pour les filières industrielles.

Sur les 140 élèves qui ont déclaré que leurs parent ou tuteur ne parviennent pas à assurer correctement les dépenses, 100 ont déclaré que cela a un impact négatif sur leur étude : 23 sont non assidus au cours, 3 redoublent leur classe et 74 ont un mauvais rendement ou une baisse de performance.

## CHAPITRE4 : ESTIMATION ET ANALYSE DU COUT DIRECT

Ce chapitre a permis d'estimer les dépenses directes préétablies et d'analyser l'écart entre les dépenses en fournitures et matériels de travail obtenues au moyen des listes de fournitures et celles déclarées par les ménages. L'objectif visé est de savoir comment les ménages effectuent ces dépenses qui sont prioritaires pour la formation de l'apprenant.

### I. ESTIMATION DES DEPENSES DIRECTES DES MENAGES

Les dépenses recueillies avec les ménages sont estimées par jour, par semaine, par mois et par année. Toutes ces dépenses ont été estimées en année pendant la codification des questionnaires. Pour estimer la durée d'une année scolaire, les normes de l'UNESCO ont été utilisées. L'on a retenu 22 semaines car le nombre de semaines acceptables est compris entre 22 et 32. Pour les dépenses estimées en mois, nous avons retenu 9 mois. Ces montants obtenus sont individuels, propres à chaque ménage.

Dans cette section par contre, les dépenses calculées sont données par établissement, par filière et par niveau d'étude. C'est le coût obtenu au moyen des listes de fournitures. Ce coût est égal :

$$\begin{aligned} \text{COUT DIRECT} &= \text{FRAIS D'INSCRIPTION} \\ &+ \text{FRAIS D'ACHAT DES CAHIERS ET LIVRES} \\ &+ \text{FRAIS DU MATERIEL DE TRAVAIL} \end{aligned}$$

Ces dépenses constituent le coût que doit supporter un parent d'élève selon l'établissement, la filière et le niveau d'étude de son enfant. En effet, les frais d'inscription sont payés par tous les élèves et chaque élève devrait disposer des fournitures et du matériel exigés pour sa formation. Les tableaux qui donnent le détail sur les postes de dépenses par établissement, par niveau d'étude et par filière sont

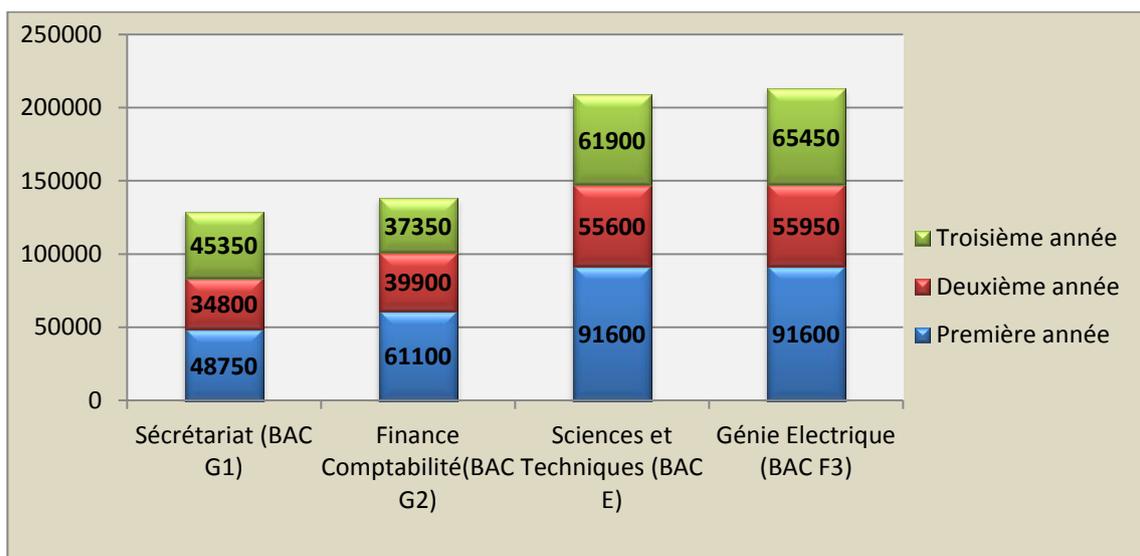
disponibles dans l'annexe2. Il est à souligner que les montants sont donnés en F CFA et puisque l'enquête s'est tenue en juillet 2011, les coûts sont liés à cette période.

### **I.1. Cas des établissements de l'enseignement technique**

Les établissements d'enseignement technique visités sont : le Lycée Technique d'Abidjan Cocody (LTA) et le Lycée Technique de Yopougon (LTY). Ces deux établissements préparent au Baccalauréat. Au LTA les filières sciences et techniques (BAC E), génie électrique (BAC F3), finance comptabilité (BAC G2) et Secrétariat (BAC G1) ont été étudiées. Au LTY seule la filière biochimie a été enquêtée. Celle-ci prépare au BAC F7.

Le graphique2 présente les coûts du LTA.

**Graphique 2 : Dépenses directes au LTA**

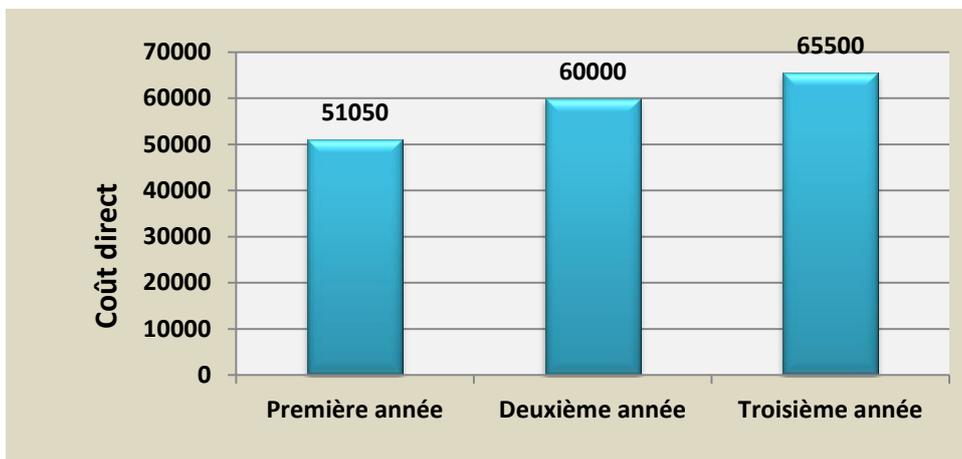


Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Les filières secrétariat et comptabilité relèvent du secteur tertiaire alors que les deux autres relèvent du secteur industriel. Le constat est qu'au sein du même secteur les dépenses sont similaires. Cependant les deux filières industrielles sont plus coûteuses pour les parents que les filières tertiaires. Pour avoir accès aux filières sciences et techniques et génie électrique, les élèves passent par un tronc commun ; il s'agit de la seconde T1. La plupart du matériel exigé pour la formation est demandé au niveau du

tronc commun ; c'est ce qui explique le montant très élevé des dépenses estimées à **91 000 FCFA** à ce niveau.

**Graphique 3 : dépenses directes au LTY, filière biochimie**



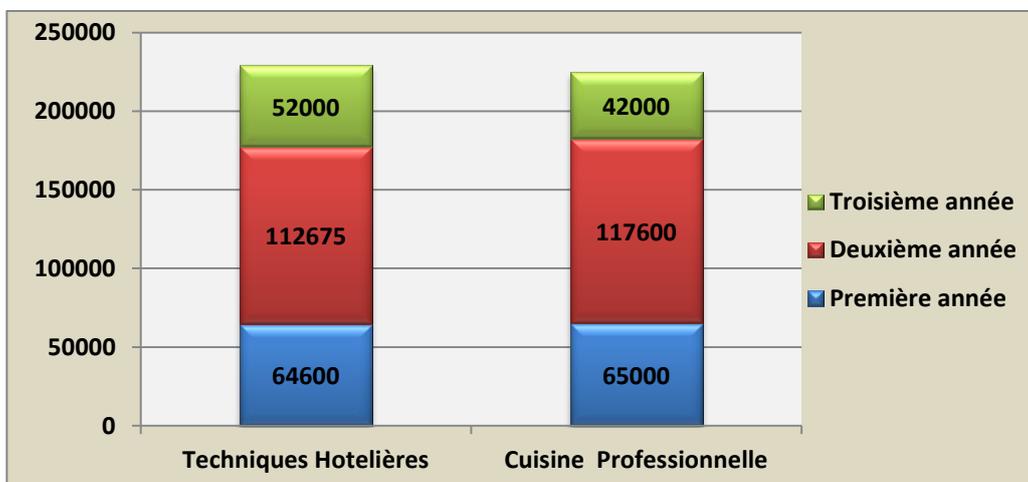
Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le montant des dépenses varie légèrement d'un niveau d'étude à un autre. De plus cette dépense augmente d'année en année. Le coût direct total des 3 années de formation est de **176 550 FCFA**.

### I.2. Cas des établissements d'enseignement professionnel

Les estimations des dépenses directes des 8 établissements d'enseignement professionnel enquêtés sont données à partir du graphique4.

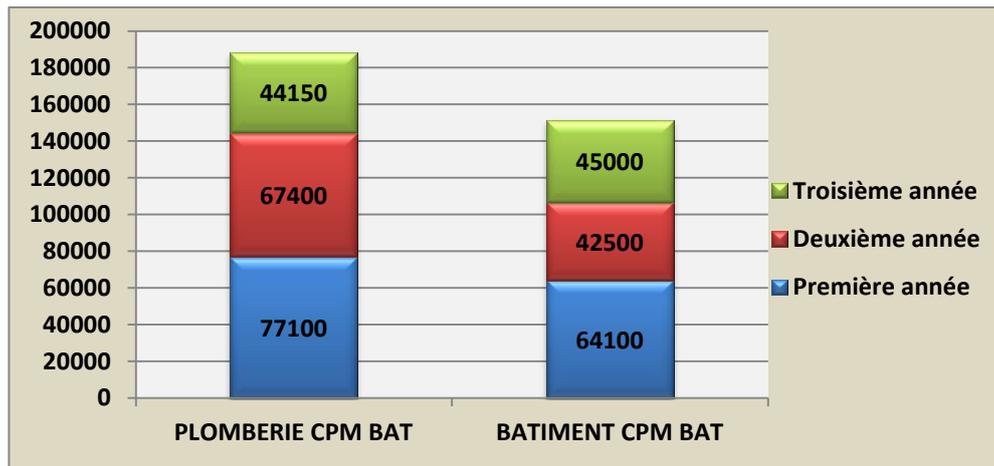
**Graphique 4 : Dépenses directes au LPHA**



Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le coût de formation est élevé en deuxième année de formation dans les deux filières. L'explication c'est que les cours pratiques commencent en deuxième année de formation et que cela nécessite de disposer du matériel (voir annexe). Le coût direct total de formation des trois années de formation s'élève respectivement à **229 275 FCFA** en techniques hôtelières et à **224 600 FCFA** en cuisine professionnelle.

**Graphique 5 : Dépenses directes au CPM BAT de Koumassi**

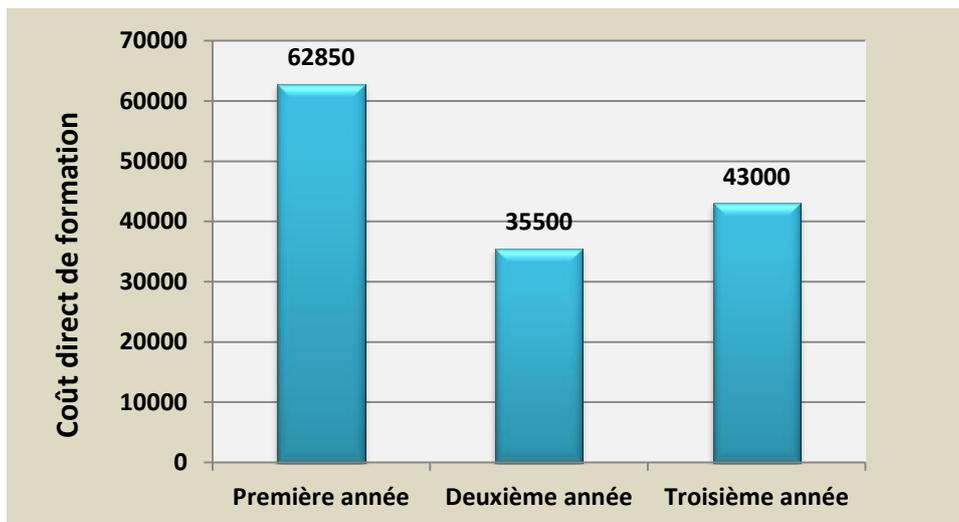


Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

L'étude révèle qu'au CPM BAT, les parents dépensent plus pour former leurs enfants dans la filière installation sanitaire (plomberie) que dans la filière électricité bâtiment, soit un montant de **188 650 FCFA** contre **151 600 FCFA** à payer sur la durée de formation. Les deux filières préparent au BT. Dans les deux filières, la première année de formation est la plus coûteuse pour les ménages que les deux dernières années. Cela peut s'expliquer par le fait qu'il y a du matériel à fournir dans le cadre de la formation à ce niveau d'étude.

Le graphique ci-dessous présente les coûts directs au CPM-BOIS.

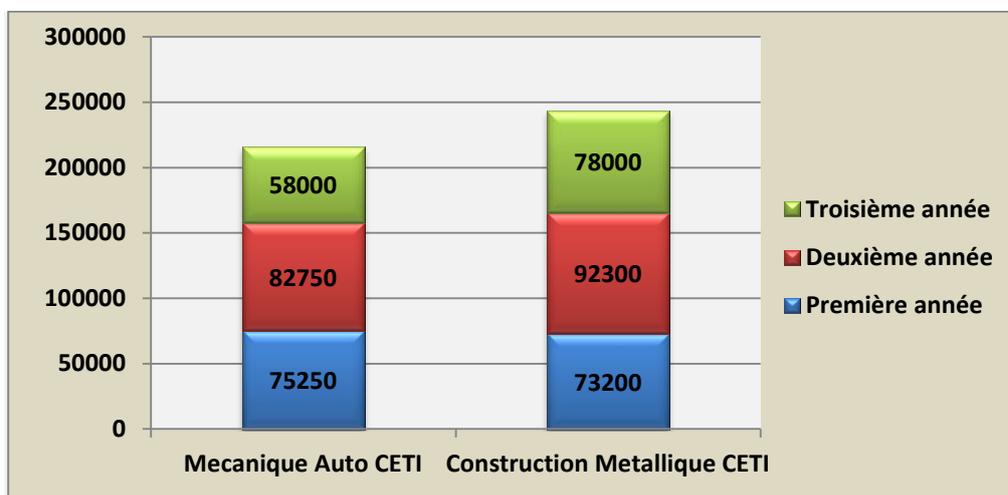
### **Graphique 6 : Dépenses directes au CPM BOIS de Koumassi en menuiserie**



Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le coût direct de formation supporté par les ménages pour qu'un enfant obtienne le BT en menuiserie sur les 3 ans s'élève à **141 350 FCFA**. On remarque encore que la première année de formation est la plus coûteuse pour les parents.

### **Graphique 7 : Dépenses directes au CETI de Marcory**



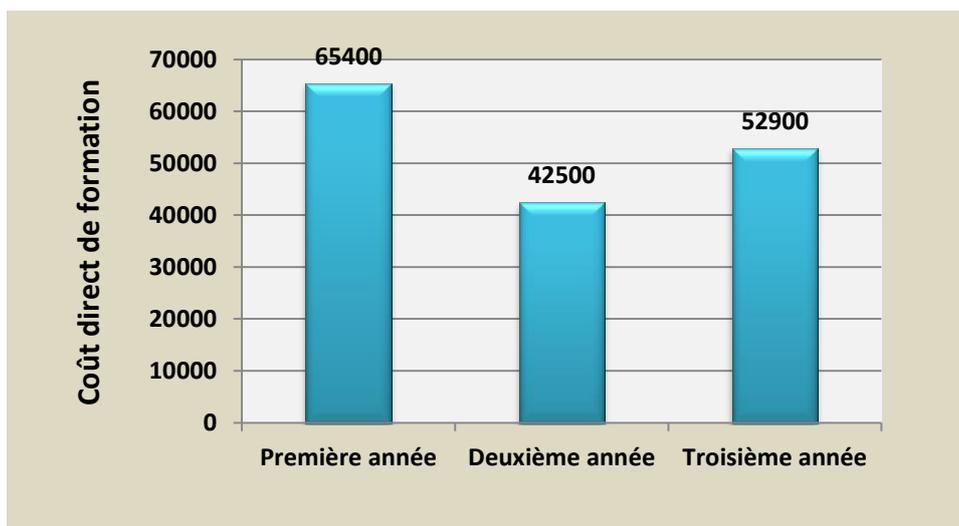
Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le coût direct le plus élevé a été obtenu au CETI de Marcory dans la filière construction métallique soit **243 500 FCFA** à dépenser sur les 3 ans. Contrairement aux autres filières, cette dernière engendre des dépenses en matériels chaque année. Soulignons que la deuxième année de formation est la plus coûteuse. Il en est de

même pour la filière mécanique auto. La formation coûte **216 000 FCFA** dans cette dernière filière. Le diplôme préparé est le CAP dans ces filières.

Le Graphique 8 présente le coût direct de formation au CELIA de Treichville.

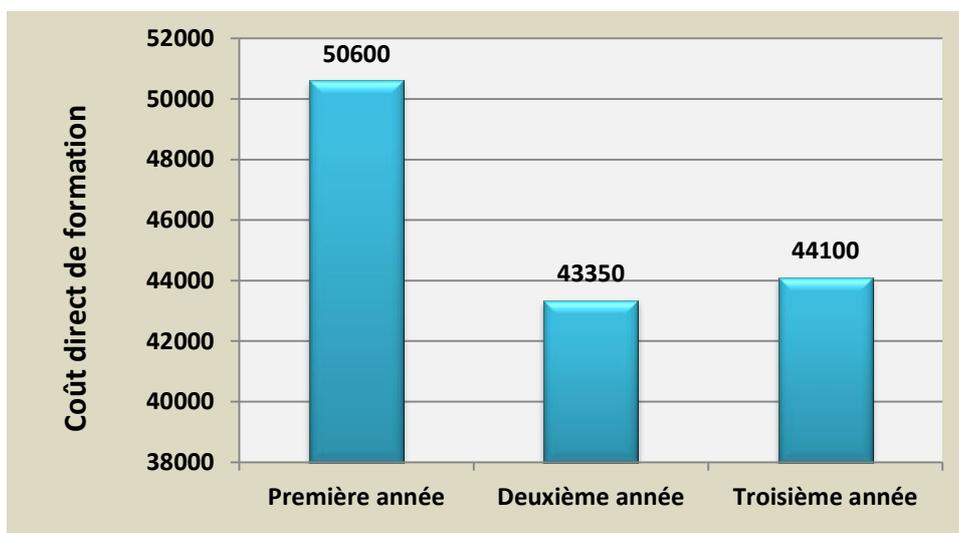
**Graphique 8 : Dépenses directes au CELIA de Treichville en maintenance électronique**



Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le coût direct de formation s'élève à **160 800 F CFA**. Comme dans la plupart des cas rencontrés dans les filières du secteur industriel, en maintenance électronique au CELIA de Treichville, la première année de formation est la plus coûteuse.

**Graphique 9 : Dépenses directes au CEP de Port Bouet en Sanitaire et Social**

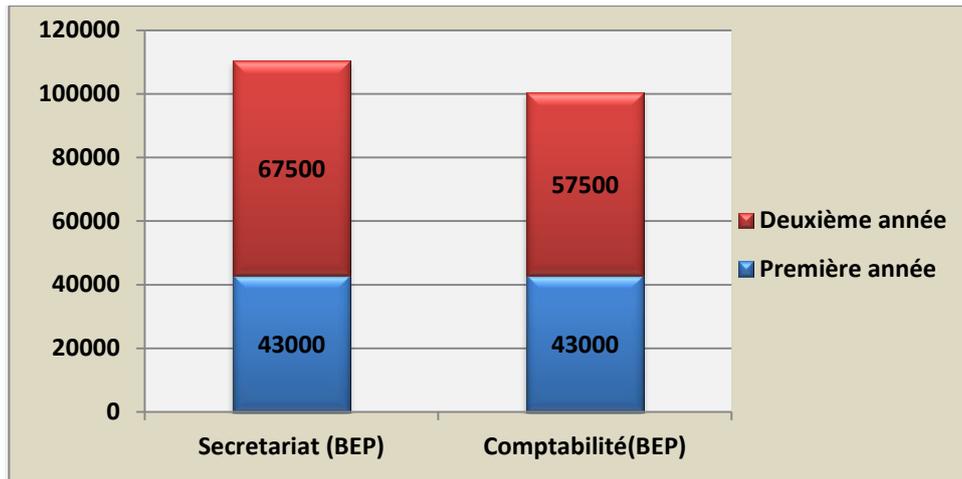


Source : Enquête DPS, nos calculs

La filière sanitaire sociale qui constitue la troisième filière tertiaire étudiée dans ce travail engendre un coût de formation de 138 050 FCFA en trois années de formation pour obtenir le CAP. La première année de formation est la plus coûteuse.

Le graphique ci-dessous donne les coûts directs au CETC de Treichville.

**Graphique 10 : Dépenses directes au CETC de Treichville**

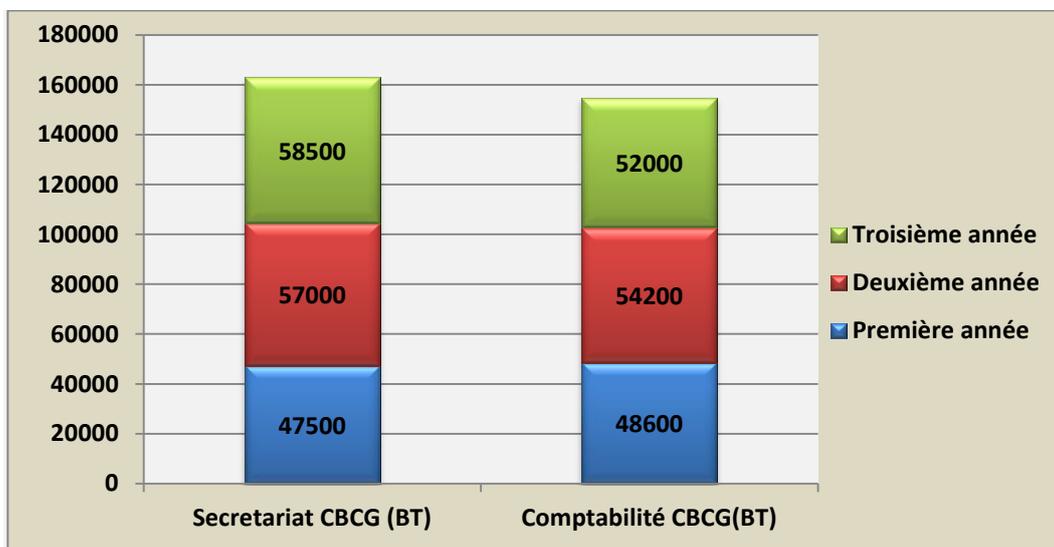


Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Au CETC de Treichville, nous avons obtenu un montant identique des dépenses dans les filières secrétariat bureautique et finance comptabilité au niveau de la première année de formation ; soulignons qu'il n'y a cependant pas de tronc commun à ce niveau. La formation coûte respectivement **110 500 FCFA** et **100 500 FCFA** pour les filières secrétariat et comptabilité. Ici la formation dure 2 années et prépare au BEP. C'est ce qui explique certainement le fait qu'on trouve les coûts les moins élevés dans cet établissement.

Les coûts directs les plus élevés ont été obtenus au CBCG de Cocody. Le graphique ci-dessous présente le détail de ces coûts.

**Graphique 11 : Dépenses directes au CBCG de Cocody**



Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

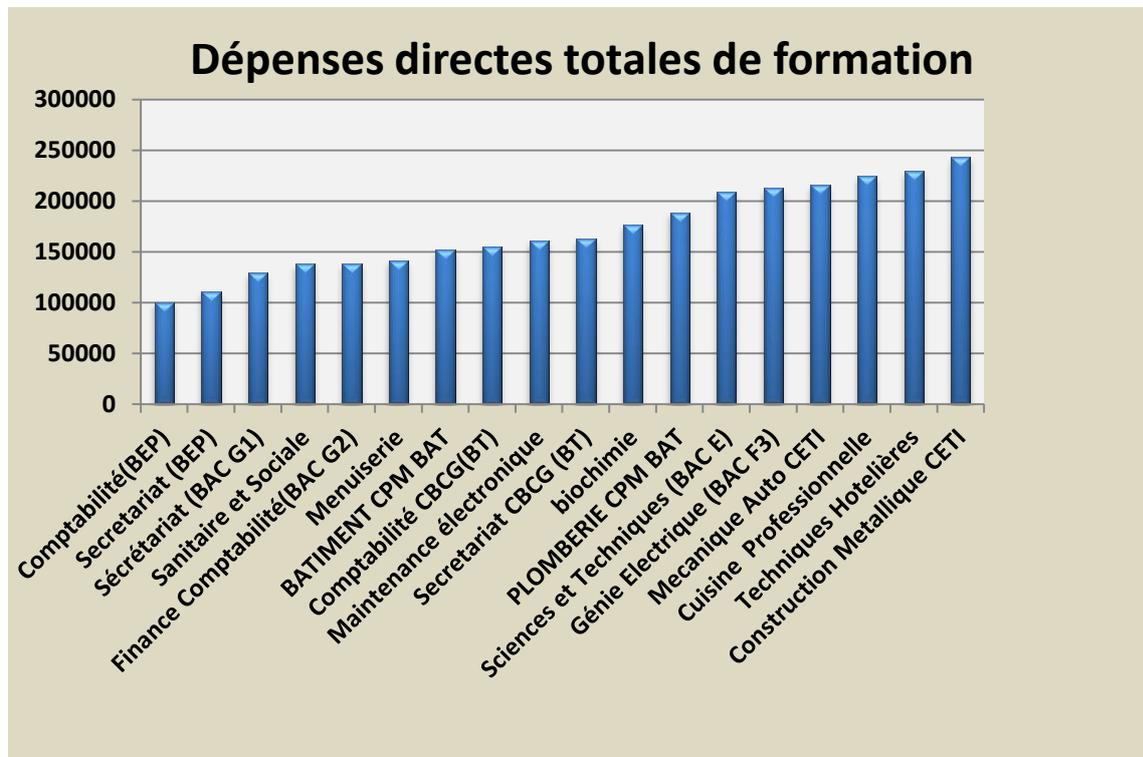
Le coût de formation des filières secrétariat et comptabilité étudié au CBCG de Cocody s'évalue respectivement à **163 000 FCFA** et **154 800 FCFA**. Ces deux formations débouchent sur le diplôme BT. On remarque que ces dépenses sont similaires entre les différents niveaux d'études et entre les deux filières.

## II. ANALYSE DES DEPENSES DIRECTES

L'analyse des dépenses par filière et par niveau d'étude révèle que d'un niveau d'étude à l'autre, le coût direct supporté par un ménage varie, surtout pour les filières industrielles à cause du matériel à acheter. Dans cette section, il s'est agi de faire la somme des dépenses directes sur les 3 années de formation en ce qui concerne le BAC, le BT, le CAP et les deux années de formation pour le BEP. Cela a permis de connaître les coûts les plus faibles et les plus élevés. Ces données ont été aussi utilisées pour apprécier les différences de coût moyen entre secteurs.

Le graphique ci-dessous donne, dans l'ordre croissant par filière et selon l'établissement, le montant des dépenses sur toute la durée de formation.

**Graphique 12 : Dépenses directes totales par filière selon l'établissement enquêté**



Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Le coût direct le plus faible est obtenu en finance comptabilité au CETC de Treichville, suivi du secrétariat dans le même établissement. Cela peut se justifier par le fait que le diplôme préparé est le BEP et que la formation dure 2 ans contrairement aux autres qui durent 3 ans. En général, la scolarisation dans les filières tertiaires est légèrement moins coûteuse pour les parents que les filières industrielles, hormis les filières du CBCG qui ne respectent pas strictement cet ordre. La scolarisation revient plus chère que certaines filières du secteur industriel, notamment la menuiserie, l'électricité bâtiment et la maintenance électronique. Dans l'ordre croissant, les filières où le coût de formation est le plus élevé sont : la biochimie (LTY préparant au BAC), la plomberie (CPM BOIS préparant au BT), les sciences et techniques, le génie électrique (LTA préparant au BAC), la mécanique auto (CETI de Marcory préparant au CAP), la cuisine professionnelle, les techniques hôtelières (LPH préparant au BT), la construction métallique (CETI de Marcory préparant au CAP).

Pour analyser la différence du coût direct de formation entre les secteurs tertiaire et industriel, nous nous sommes servis du montant total des dépenses directes sur la

période de formation de l'élève selon l'établissement et la filière (annexe3). On veut savoir si le coût direct total de formation varie d'un secteur de formation à un autre selon les filières. Retenons qu'au seuil de significativité de 5% le coût direct total moyen du secteur tertiaire qui s'élève à **133 442 FCFA** est significativement différent de celui du secteur industriel qui s'élève à **195 856 FCFA**. Les résultats des analyses sont disponibles à l'annexe 4.

### **III. ANALYSE DE L'ECART ENTRE COUTS CONSTATES ET COUTS PREETABLIS**

Nous n'avons pas voulu nous contenter uniquement des déclarations des apprenants en ce qui concerne leurs dépenses en fournitures et matériels au cours de l'année académique 2010-2011. C'est pourquoi nous avons récupéré la liste des fournitures avec les élèves pour enrichir notre étude.

Nous entendons par coût préétabli, le montant des fournitures et matériels obtenu à partir des listes de fournitures, les informations sont disponibles par établissement, par filière et par niveau d'étude dans l'annexe2. Le coût constaté est la somme des dépenses en fournitures et matériels de travail déclaré par chaque élève. Soulignons que 26 % des élèves enquêtés n'ont pas déclaré leurs dépenses en fournitures et matériels. Ainsi, les analyses de cette partie du travail vont se porter sur les 181 élèves pour lesquels nous avons les données. Cela n'affecte pas la dispersion des données, vu que toutes les filières sont toujours représentées. La formule utilisée est :

$$\text{ECART} = \text{DEPENSES CONSTATEES} - \text{DEPENSES PREETABLIES}$$

Les modalités de cet écart ont été recodées de sorte que :

**Si ECART < 0 on remplace les modalités par -1 ;**

**Si ECART > 0 on remplace les modalités par 1 et**

**Si ECART = 0 on remplace les modalités par 0.**

Ce regroupement a permis de faire les remarques suivantes :

- Dans la population étudiée, 90 élèves, soit 50% dépensent davantage en fournitures et matériels que le montant préétabli. A la question de savoir s'ils

disposent de tout le matériel de travail, 72% d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

- Les élèves pour lesquels cette dépense est inférieure au montant préétabli soit 86, ont déclaré avoir tout le matériel à 36%. En effet, pour 64% d'entre eux, les parents n'effectuent pas correctement les dépenses scolaires.
- Sur les 5 élèves dont le montant des dépenses est égal à ce que nous avons obtenu, un seul a déclaré n'avoir pas tout ce qu'il lui faut dans le cadre de sa formation.

Il est nécessaire de noter que, pendant que certains élèves déclarent avoir dépensé près du double du montant que nous avons estimé et n'ayant pas tout ce qu'il leur faut, d'autres dépensent moins que ce que nous avons obtenu et affirment qu'ils ont tout ce qu'il leur faut. Toutefois, même lorsque l'élève a tout le matériel, il peut dire qu'on n'effectue pas bien ses dépenses scolaires. Sans doute essaient-ils de révéler l'autre aspect non moins négligeable des dépenses scolaires à la charge des ménages : le coût indirect de formation.

## CHAPITRE 5 : IMPORTANCE DU COUT INDIRECT

Le coût indirect de formation est tout aussi important que le coût direct. Toutefois, l'importance de ce coût varie avec un certain nombre de caractéristiques. Pour mieux apprécier la manière dont les ménages effectuent les dépenses scolaires, cette section se consacrera à l'étude du poids des dépenses indirectes dans les dépenses totales d'éducation des ménages et des caractéristiques des ménages qui ont les dépenses indirectes les plus élevées.

### I. ESTIMATION ET ANALYSE DES DEPENSES INDIRECTES DES MENAGES

Les dépenses indirectes des ménages sont composées des frais d'uniforme scolaire, du coût de la restauration scolaire, des frais de transport, des cotisations scolaires et des frais de photocopie. Dans la plupart des écoles où nous sommes passés, les associations des parents d'élève étaient inexistantes, les élèves ne payent pas pour cela des cotisations scolaires. Selon l'établissement les élèves supportent des frais de photocopie ou non. Tous les parents ne dépensent pas chaque année pour l'achat d'uniforme scolaire. Selon les moyens du parent, l'élève utilise une ou deux tenues tout au long de la formation, ou fait coudre des tenues chaque année. Cependant, les frais de transport et de nourriture scolaire sont supportés par presque tous les ménages. Certes, certains élèves habitent non loin de l'établissement qu'ils fréquentent et donc ils s'y rendent au moyen de la marche, d'autres ne mangent pas à l'école par manque de moyens financiers. Mais c'est seulement 3% des élèves qui se retrouvent dans les deux cas de façon simultanée. De plus, pour 94% des ménages, les frais de transport et de nourriture représentent plus de 50% du coût indirect.

**COUT INDIRECT**            **=FRAIS DE TRANSPORT**  
**+FRAIS DE NOURRITURE**  
**+FRAIS D'UNIFORME SCOLAIRE**  
**+FRAIS DE PHOTOCOPIE**

### + COTISATION SCOLAIRE

La valeur minimum des dépenses indirectes est de 0 FCFA. En effet, 4 élèves dont 3 garçons et 1 filles, tous les 4 dans le secteur industriel ont déclaré qu'ils ne dépensent rien . La valeur maximale est de 395 200 FCFA. Le tableau11 ci-dessous permet d'apprécier la variabilité du coût indirect moyen supporté par les ménages selon un certain nombre de critères.

**Tableau 11 : Dépenses indirectes moyennes selon des caractéristiques**

		dépense indirecte supporté par les ménages			
		Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
secteur de formation de l'élève	Tertiaire	124008	73428	29500	395200
	Industriel	93655	59741	0	372000
Diplôme préparé par l'élève	CAP	98342	60290	26200	395200
	BEP	77719	28999	39750	156400
	BT	110166	76279	0	372000
	BAC	111861	62339	0	265000
Niveau d'étude de l'élève	Première année	100794	65330	2000	395200
	Deuxième année	106175	65713	0	278000
	Troisième année	104057	68280	0	372000
Sexe de l'élève	Homme	89631	50352	0	265000
	Femme	121078	78316	0	395200
Niveau d'instruction de qui paye la scolarité	Aucun niveau	94460	71160	0	278000
	Primaire	95461	43561	26200	192200
	Secondaire	114762	74088	0	395200
	Supérieur	99760	60536	0	265000
Moyen de transport de l'élève	Bus	84780	32759	29000	194000
	Taxi	167148	97439	55000	395200
	Gbaka	143069	63143	27000	278000
	Marche	51139	58306	0	265000
La personne qui prend en charge la scolarité de l'élève	Père	113520	78485	0	395200
	Mère	92740	51272	26200	251000
	Tuteur	104628	58943	0	257000
	Elève lui-même	87843	42183	38000	171000

	<b>Grand frère ou sœur</b>	106619	52870	34500	237000
	<b>Oncle ou tante</b>	84095	47211	0	192700
	<b>Cousin ou cousine</b>	55000	.	55000	55000
	<b>Sans parenté</b>	51500	20506	37000	66000
<b>Les dépenses scolaires de l'élève sont elles assurées correctement</b>	<b>OUI</b>	116264	74338	0	395200
	<b>NON</b>	88227	50134	0	240000

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- Dépenses indirectes moyennes selon le diplôme et le niveau d'étude de l'élève

Les dépenses indirectes des ménages ne varient pas considérablement d'un niveau d'étude à un autre. Ce coût est plus important lorsque l'élève prépare le BAC et le BT que lorsqu'il prépare le CAP et le BEP. L'on peut mentionner de forte variation à l'intérieur du même groupe. Cette variation est accentuée pour ceux qui préparent le BT. La variation est similaire d'un niveau d'étude à un autre.

- Dépenses indirectes moyennes selon le secteur de formation et le sexe de l'élève

On remarque que les dépenses moyennes sont statistiquement différentes selon le secteur de formation et le sexe de l'élève (voir annexe4). La dépense moyenne indirecte est faible pour les garçons que les filles. Les élèves dans le secteur tertiaire dépensent plus en moyenne en termes de coût indirect moyen que les élèves du secteur industriel. Soulignons que les deux informations se complètent, dans la mesure où on retrouve les filles généralement dans le secteur des services, soit 60% et 86% des garçons dans le secteur industriel.

- Dépenses indirectes moyennes selon le lien de parenté et le niveau d'instruction du payant de la scolarité.

L'élève dépense davantage en moyenne lorsque c'est son père, son tuteur ou son grand frère (grande sœur) qui le prend en charge. Cette dépense est plus faible

lorsque la personne qui prend en charge la scolarité de l'élève est une personne avec qui il n'a aucun lien de parenté ou un cousin (cousine) ou encore un oncle (tante). Lorsque l'élève lui-même se prend en charge il dépense en moyenne plus que cette dernière catégorie bien que son revenu mensuel soit inférieur à 50 000 FCFA.

- Dépenses indirectes moyennes selon le moyen de transport de l'élève

Les frais de transport constituent une composante très importante des dépenses indirectes des ménages. Ces frais sont tributaires du moyen de transport utilisé par l'élève pour se rendre à l'école. Ainsi, l'élève dépense moins lorsqu'il marche ou emprunte le bus. Le montant de ces dépenses s'élève à peu près au double lorsque l'élève emprunte les taxis communaux ou les mini cars de transport urbain.

- La dépense indirecte moyenne des élèves qui ont déclaré que leurs parents assurent correctement leurs dépenses scolaires s'élève à **116 264 FCFA** contre **88 227 FCFA** pour ceux dont ce n'est pas le cas.

Cet état de fait montre l'importance des dépenses indirectes dans le coût de formation supporté par les ménages. Selon le tableau ci-dessus, les ménages dépensent moins lorsque celui qui se charge de la scolarité n'a aucun niveau d'instruction ou n'a que le niveau primaire. Le tableau ci-dessous permet d'apprécier l'importance du niveau de revenu dans les dépenses indirectes effectuées par les ménages.

**Tableau 12 : Dépenses indirectes moyennes selon le revenu de la personne qui paye la scolarité**

		Dépense indirecte supporté par les ménages			
		Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
revenu recodé	revenu faible	93090	52278	0	257000
	revenu moyen	127317	94494	0	395200
	revenu élevé	114692	64272	27000	278000

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Est considéré comme ayant un revenu faible, toute personne qui a moins de 200 000 FCFA comme revenu global. Ceux qui ont un revenu compris entre 200 000 et

300 000 FCFA sont supposés avoir un revenu moyen. Les personnes qui ont un revenu élevé sont ceux qui ont un revenu global supérieur à 300 000FCFA.

On retrouve la dépense indirecte moyenne la plus faible chez les parents qui ont de faible revenu. La dépense indirecte dépend du niveau de revenu parce que en plus de ce résultat, on a obtenu que ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction ou n'ont que le niveau primaire et qui sont supposés avoir un revenu faible ont aussi une dépense indirecte faible. Même si on peut penser qu'ils ne connaissent pas l'importance de l'éducation, le niveau de revenu reste tout de même un facteur clé. Tous ces résultats amènent à vouloir connaître le profil des élèves et des parents qui ont les dépenses indirectes les plus élevées.

## **II. CARACTERISTIQUES DES ELEVES SELON L'IMPORTANCE DES DEPENSES INDIRECTES**

Dans cette partie, il est question d'étudier les caractéristiques des élèves. En effet, l'analyse des dépenses indirectes moyennes a permis de remarquer qu'il pourrait exister un lien entre le fait d'assurer correctement les dépenses scolaires et le fait que la dépense indirecte effectuée soit élevée. Pour mener cette étude, nous procédons à une Analyse Factorielle des Correspondances Multiples(ACM). Ce choix se justifie par le fait que l'ACM permet d'étudier les liaisons entre plusieurs variables qualitatives et nos variables sont qualitatives. Il s'agit en fait de déterminer l'existence de liaison significative entre des caractères qualitatifs, et de déceler les modalités des caractères qui contribuent à la liaison.

### **II.1. Présentation des variables de l'analyse**

Les variables ont été recodées pour éviter au maximum les modalités rares.

La variable DEP\_I\_RECO est la variable dépense indirecte recodée telle que si:

- Dépenses indirectes < 50 000 FCFA on dit que la dépense indirecte est très faible,
- Dépenses indirectes compris entre 50 000 et 100 000 on dit que la dépense indirecte est faible,

- Dépenses indirectes >.100 000FCFA, on dit que la dépense indirecte est élevée ;

La variable niveau d'instruction est recodée de sorte que les personnes qui n'ont aucun niveau d'instruction ou ont le niveau primaire constituent une même modalité.

La variable moyen de transport est recodée de sorte que ceux qui empruntent le gbaka et les taxis constituent la même modalité.

Le revenu est dit faible, lorsque la personne a moins de 200 000 FCFA et toute personne ayant un revenu supérieur à 200 000 FCFA est supposé avoir un revenu élevé.

<b>Le revenu NOM DE VARIABLE</b>	<b>LIBELLE DE LA VARIABLE</b>	<b>MODALITE DES VARIABLES</b>
<b>NIV_INST</b>	Niveau d'instruction de la personne qui paye la scolarité de l'élève.	Aucun_Primaire, Secondaire, Supérieur
<b>MT_E</b>	Moyen de transport utilisé par l'élève pour se rendre à l'école.	Bus,Taxi_Gb, Marche
<b>SECTEUR</b>	Le secteur de formation de l'élève	Industriel, Tertiaire
<b>DIPLOMEP</b>	Diplôme préparé par l'élève	CAP, BEP, BT, BAC
<b>APRE_DEP</b>	Comment les ménages jugent les dépenses scolaires ?	Moins chère, Chère, Très chère, Indifférent
<b>SEXE_E</b>	Sexe de l'élève	Masculin, Féminin
<b>D_CORRECT</b>	Les dépenses de l'élève sont elles assurées correctement ?	OUI, NON
<b>REV_RECO</b>	Le niveau de revenu de la personne qui prend en charge la scolarité de l'élève.	Revenu faible, Revenu élevé
<b>DEP_I_RECO</b>	Dépenses indirectes des ménages recodées.	Dep_i très faible, Dep_i faible, Dep_i élevé,

## **II.2. Choix des axes et interprétation**

Le choix des axes et leur interprétation contribuent à déterminer les modalités importantes pour l'interprétation.

### **II.2.1. choix des axes**

L'histogramme des valeurs propres donne les axes à interpréter. Voir le tableau ci-dessous.

### Graphique 13 : Histogramme des valeurs propres

```

[
VALEURS PROPRES
APERCU DE LA PRECISION DES CALCULS : TRACE AVANT DIAGONALISATION .. 1.5000
                                SOMME DES VALEURS PROPRES .... 1.5000
HISTOGRAMME DES 9 PREMIERES VALEURS PROPRES
-----|-----|-----|-----|-----|
| NUMERO | VALEUR | POURCENTAGE | POURCENTAGE |
|        | PROPRE |              | CUMULE       |
|-----|-----|-----|-----|-----|
| 1      | 0.3203 | 21.35        | 21.35        | *****
| 2      | 0.2520 | 16.80        | 38.15        | *****
| 3      | 0.2197 | 14.65        | 52.80        | *****
| 4      | 0.1917 | 12.78        | 65.58        | *****
| 5      | 0.1497 | 9.98         | 75.57        | *****
| 6      | 0.1254 | 8.36         | 83.93        | *****
| 7      | 0.1052 | 7.01         | 90.94        | *****
| 8      | 0.0748 | 4.99         | 95.93        | *****
| 9      | 0.0611 | 4.07         | 100.00       | *****
-----|-----|-----|-----|-----|

```

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

L'histogramme des valeurs propres nous suggère de retenir les quatre premiers axes. En effet, à l'axe 4, on a un cumul de 65,58% qui est supérieur à 60%. La valeur moyenne est égale à (somme des valeurs propres)/ (nombre de valeurs propres), soit  $1,5 / 9 = 0,1666$ . Les axes dont les valeurs propres sont supérieures à 0,1666 sont importants pour l'analyse. Ce qui conduit à retenir les 4 premiers axes que l'on a croisé 2 à 2.

### II.2.2. Interprétation d'axe

Les modalités ayant fortement contribué au positionnement des axes sont celles dont les contributions excèdent les poids. Elles expliquent ces axes (voir en annexe5 les coordonnées, contribution, cosinus carrés des modalités actives).

- **Interprétation de l'axe 1**

Les modalités dont les contributions sont fortes et excèdent les poids sur l'axe 1 sont rangées selon le signe des coordonnées en deux groupes : d'une part, les parents

d'élèves qui n'ont aucun niveau ou ont le niveau primaire, les élèves dont ils ont la charge marchent, leur dépense indirecte est très faible et ils disent qu'on n'assure pas correctement leurs dépenses scolaires. D'autre part, les parents d'élèves ont un niveau supérieur, leur revenu est élevé. Les enfants dont ils ont la charge ont une dépense indirecte élevée et ils empruntent les taxis communaux ou les mini cars de transport urbain.

Ainsi, l'axe 1 oppose quelques caractéristiques de ceux qui ont une dépense indirecte très faible de ceux qui ont une dépense indirecte élevée.

- **Interprétation de l'axe 2**

De même que l'axe 1, les modalités qui contribuent à fixer l'axe 2 sont telles qu'on a d'une part, les parents d'élèves qui ont le niveau secondaire et les élèves dont ils ont la charge marchent, leur dépense indirecte est très faible. D'autre part, les parents d'élèves ont un niveau supérieur, leur revenu est élevé. Les enfants dont ils ont la charge empruntent les taxis communaux ou les mini cars de transport urbain.

L'axe 2 oppose aussi quelques caractéristiques de ceux qui ont une dépense indirecte très faible de ceux qui ont une dépense indirecte élevée.

Le plan factoriel 1,2 oppose les caractéristiques des personnes qui ont une dépense indirecte élevée à celle qui ont une dépense indirecte très faible.

- **Interprétation de l'axe 3**

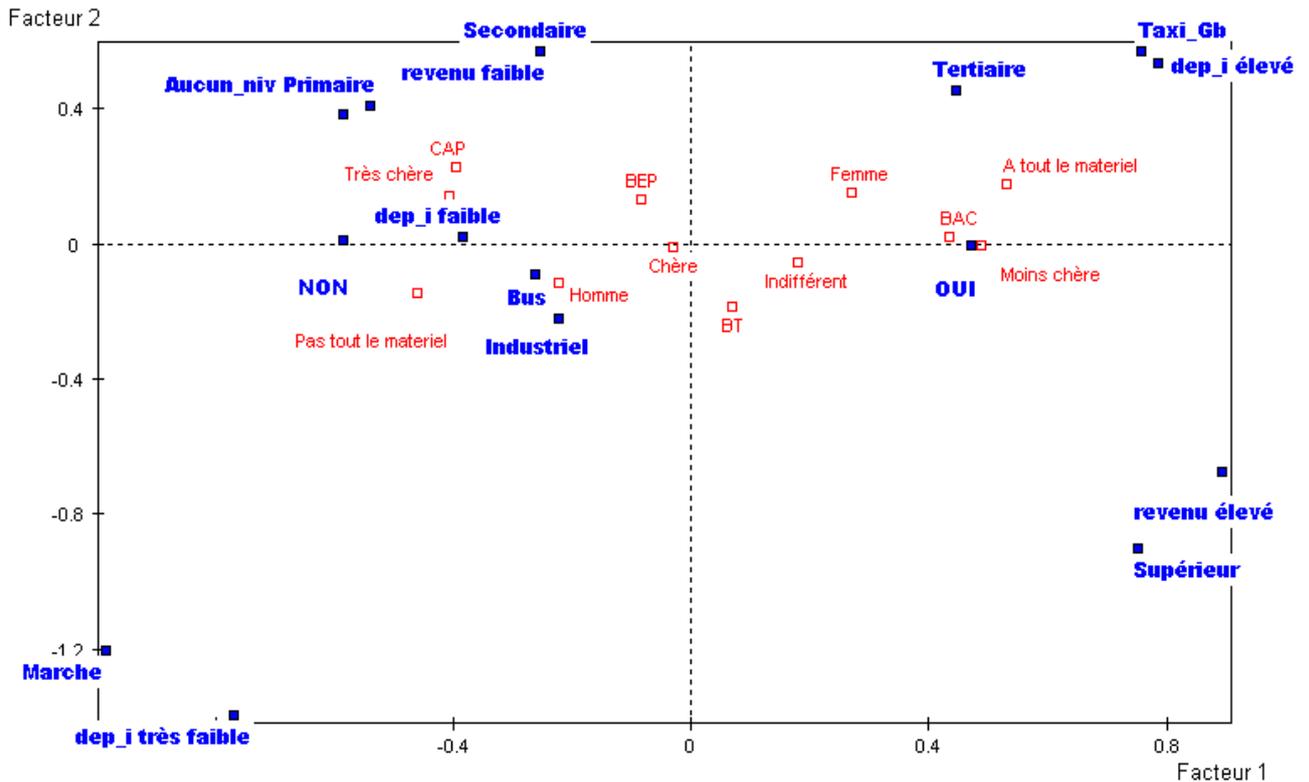
Les modalités qui contribuent à fixer l'axe 3 sont d'une part, les élèves qui empruntent le Bus ou marche, leurs dépenses indirectes est faible ou très faible et d'autre part les élèves qui empruntent les mini cars ou les taxis communaux avec des dépenses indirectes élevés.

- **Interprétation de l'axe 4**

Les modalités qui contribuent à la formation de cet axe sont : aucun niveau d'instruction et le niveau primaire, le niveau secondaire, marche, tertiaire, oui et non.

Après analyse des différents plans factoriels, les plans 1,2 et 1,4 ont retenu notre attention pour cette étude. En effet, ces plans exhibent au mieux le phénomène que nous voulons étudier.

**Graphique 14 : Association des variables dans le plan factoriel 1,2**

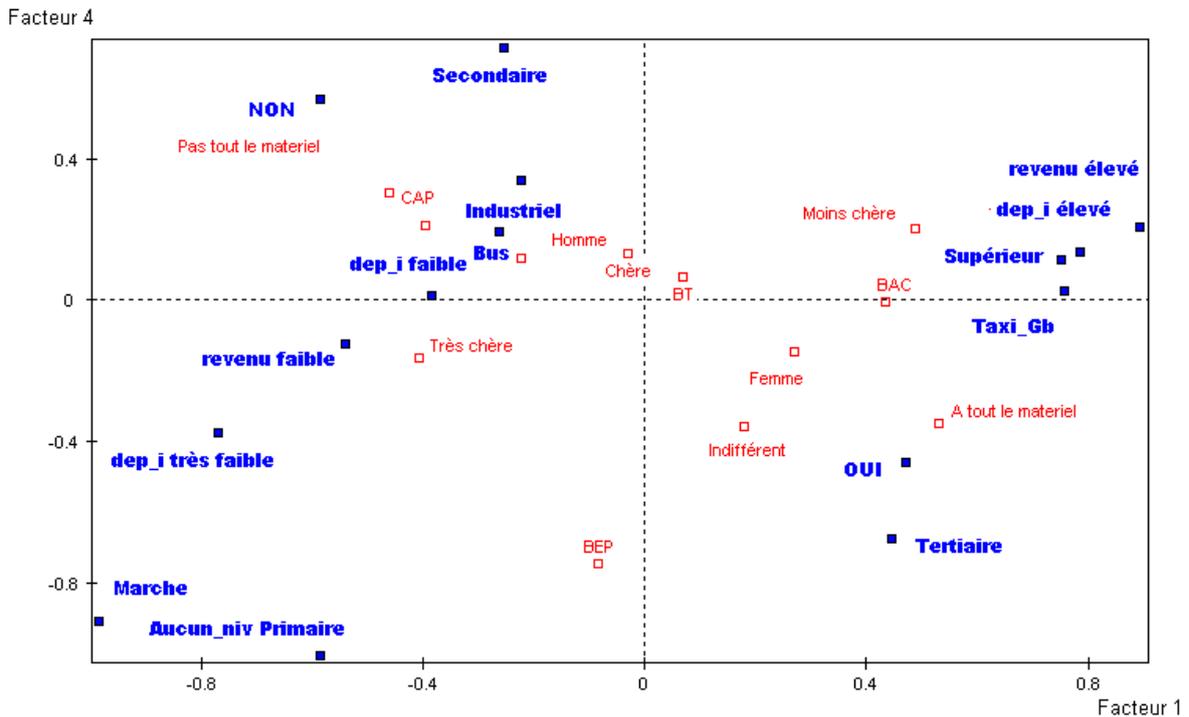


Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

On remarque une association entre le fait de marcher et d'avoir un coût indirect très faible ; entre ceux qui empruntent les taxis et les mini cars et le fait d'avoir un coût indirect élevé ; entre ceux qui ont un revenu élevé et ceux qui ont le niveau supérieur

La modalité Revenu faible est quasi barycentre des modalités aucun niveau d'instruction, niveau primaire et secondaire. Ce qui signifie que lorsque la personne qui prend en charge la scolarité de l'élève n'a aucun niveau d'instruction ou n'a que le niveau primaire ou encore n'a que le niveau secondaire, il a généralement un revenu faible.

**Graphique 15 : Association des variables dans le plan factoriel 1,4**



Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

On constate que, la modalité revenu faible est quasi barycentre des modalités dépenses indirectes faibles et dépenses indirectes très faibles. Ce qui signifie que lorsque la personne qui prend en charge la scolarité de l'élève a un revenu faible, les dépenses indirectes qu'elle effectue sont faibles ou très faibles.

Ainsi, les élèves dont il a la charge déclarent pour la plupart qu'ils n'ont pas leurs dépenses scolaires correctement assurées. Ceux pour qui la dépense indirecte d'éducation est faible empruntent le bus, ceux pour qui cette dépense est très faible marchent pour la plupart du temps pour se rendre à l'école et leurs parents trouvent le coût d'éducation très élevé.

Les élèves pour lesquels le coût indirect de formation est élevé ont un profil différent de ce qui précède. En effet, ils empruntent les mini cars de transport urbain, leurs parents ont un revenu élevé et ont un niveau d'étude supérieur. Ces derniers jugent les dépenses d'éducation à l'ETFP moins élevées ou ils sont indifférents au coût. De plus ces élèves disent avoir leurs dépenses scolaires bien effectuées

L'on retient de cette analyse que deux profils se dégagent. D'un côté les parents qui assurent correctement les dépenses scolaires des enfants, leurs dépenses indirectes est élevée, ils ont un revenu élevé, ils ont atteint le niveau supérieur. On peut les qualifier de riche. D'un autre côté les parents qui n'effectuent pas bien les dépenses scolaires des enfants, leurs dépenses indirectes est faible, leur revenu est faible et ils ont soit aucun niveau, soit ils ont le niveau primaire. On peut les qualifier de pauvre. L'étude montre que les pauvres ont du mal à faire face aux dépenses d'éducation. Alors que la demande potentielle d'éducation à l'ETFP est composée de personne n'ayant pas suffisamment de ressources. Comment peut-on stimuler cette demande dans ces conditions ? Bien souvent, les politiques d'allègement des coûts de l'éducation pour les ménages sont orientées vers la réduction des coûts directs, notamment la distribution de cahiers et livres. Cependant quelle est en réalité la place du coût indirect dans le coût total de formation des ménages ? C'est cette question qui motive la section qui suit.

### **III. ANALYSE DU POIDS DES DEPENSES INDIRECTES DANS LES DEPENSES TOTALES D'EDUCATION**

L'analyse factorielle a révélé deux catégories de parents. Il ressort de cette analyse une conclusion qui pousse à mieux appréhender le poids des dépenses indirectes. Les élèves pour lesquels le montant des dépenses indirectes est élevé ont déclaré avoir leurs dépenses d'éducation assurées correctement ; ce qui n'est pas le cas pour ceux dont le montant est faible. L'analyse du poids des dépenses indirectes d'éducation permet de voir comment ce coût pourrait affecter la décision des parents à scolariser leur enfant à l'ETFP.

#### **III.1. Le coût total de formation supporté par les ménages**

Le coût total de formation estimé est composé du coût direct de formation et du coût indirect de formation déclarés par les ménages.

$$\text{COUT TOTAL} = \text{COUT DIRECT DES MENAGES} + \text{COUT INDIRECT}$$

Le coût indirect (dépenses indirectes) a été obtenu dans la section précédente. Le coût direct des ménages (dépenses directes déclarées par les ménages) s'obtient en prenant en compte les dépenses en fournitures et matériels déclarées par chaque ménage, auxquelles ont été ajoutés les frais d'inscription. Comme les dépenses indirectes, ces montants de dépenses directes utilisées dans cette section sont propres à chaque ménage. Le coût total moyen pour les 181 élèves est de **166 736 FCFA**. Le montant global est de **30 179 370 FCFA**. La dépense minimum est de **36 000FCFA** et la dépense maximum est de **464 000FCFA**.

### **III.2. Analyse de la part du coût indirect de formation dans le coût total de formation**

L'importance des dépenses indirectes de formation varie avec un certain nombre de caractéristiques. Toutefois, bien assurer ces dépenses indirectes est d'une importance capitale dans la scolarisation de l'élève d'autant plus que la plupart des élèves pour qui cette dépense est faible ont déclaré que leurs besoins scolaires ne sont pas comblés. Malheureusement, cela a un impact négatif sur le rendement scolaire de 72% d'entre eux. Plus de la moitié de ceux qui payent la scolarité ont un revenu mensuel de moins de 150 000 FCFA. Dans ces conditions, comme hypothèse d'analyse, nous supposons que si la part du coût indirect dans le coût total est supérieure à 50%, alors ce coût est important pour ce ménage. Autrement une dépense qui pourrait paraître facultative peut amener un parent à ne pas scolariser son enfant ou amener un élève à quitter prématurément le système scolaire de l'ETFP parce que n'ayant plus les moyens financiers nécessaires.

$$\text{PART COUT INDIRECT} = \frac{\text{COUT INDIRECT} \times 100}{\text{COUT TOTAL}} > 50\%$$

Le tableau ci-dessous donne le récapitulatifs de la part du coût indirect dans le coût total de formation des ménages.

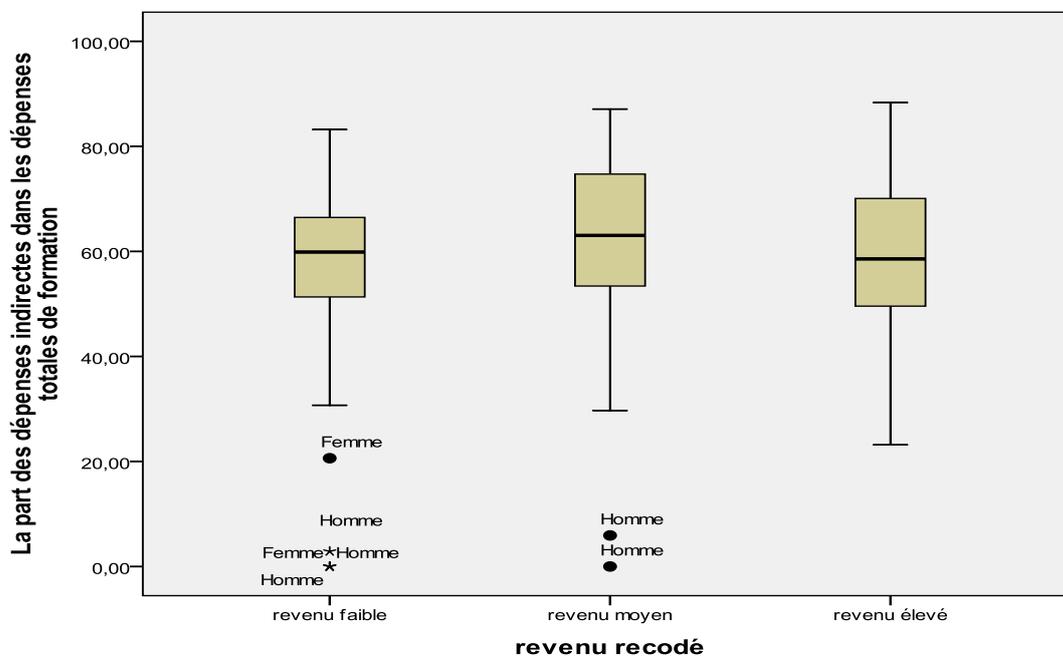
**Tableau 13 : La part des dépenses indirectes dans les dépenses totales de formation**

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
moins 50% des dépenses d'éducation	38	21,0	21,0
plus de 50% des dépenses d'éducation	143	79,0	100,0
<b>Total</b>	<b>181</b>	<b>100,0</b>	

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

Ce tableau révèle que, pour 79% des ménages, les dépenses indirectes représentent plus de 50% des dépenses totales d'éducation. Cela montre combien de fois le coût indirect a une part très importante dans les dépenses d'éducation des familles. Nous allons aussi apprécier l'importance de la part du coût indirect dans le coût total selon le niveau de revenu de la personne qui paye la scolarité de l'élève.

**Graphique 16 : part des dépenses indirectes selon le revenu de qui paye la scolarité**



Source : Enquête DPS, nos calculs

Le graphique révèle que, quel que soit le niveau de revenu de la personne qui prend en charge la scolarité de l'apprenant, les dépenses indirectes dans les dépenses totales d'éducation sont considérables. Elles représentent pour plus de la moitié des effectifs, plus de 50% des dépenses totales de formation. Puisque pour 94% des ménages de notre population, les frais de transport et de nourriture représentent plus de 50% du coût indirect de formation, on peut dire que les composantes principales du coût indirect de formation sont les frais de transport et de nourriture. Toutefois, soulignons que la dispersion des parts n'est pas la même pour toutes les catégories de revenu. Cette dispersion est plus avérée pour ceux qui ont un revenu moyen et ceux qui ont un revenu élevé. C'est peut être parce que selon le revenu, le parent d'élève accorde plus d'importance aux dépenses d'éducation.

## CHAPITRE6: LIMITES DE L'ETUDE ET RECOMMANDATIONS

### I. LIMITES DE L'ETUDE

Les limites de l'étude que nous avons réalisée à la DPS peuvent être classées en deux catégories : d'une part, les difficultés rencontrées sur le terrain et d'autre part, les difficultés rencontrées dans le traitement du thème.

Au nombre des difficultés rencontrées sur le terrain, nous n'avons pas pu enquêter directement les parents des élèves. Nous avons dû nous contenter d'interroger les élèves par une interview face à face. Ceux-ci n'avaient pas toujours l'intégralité de l'information recherchée.

Il n'y a pas eu d'enquête pilote avant l'étude.

La période de l'étude a coïncidé avec la fin des cours dans les établissements, cela n'a pas favorisé une présence massive des élèves. C'est pourquoi, il n'était pas possible de faire un tirage aléatoire pour déterminer les élèves à interroger. Les élèves ont été interrogés de façon systématique.

Les établissements ne disposent pas de liste de fournitures des classes, il a fallu se contenter de faire des focus group pour récupérer les listes avec les élèves.

Nous n'avons pas obtenu les dépenses scolaires de tous les élèves ; à un moment donné, nous avons dû travailler avec 74% de notre échantillon de base, soit 181 élèves. Ce qui a pu réduire quel que peu la dispersion de notre échantillon.

Au niveau du traitement des données, la principale limite de cette analyse est l'absence de revue de littérature vaste et précise qui aurait pu donner une vision assez claire du calcul du coût supporté par les ménages, car toutes les études que nous avons explorées nous ont donné des coûts dont le calcul est basé sur les moyennes des dépenses déclarées par les parents.

## **II. RECOMMANDATIONS**

Le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle doit s'imprégner davantage des activités des établissements, en mettant des équipes de réflexion en place pour déterminer, à la rentrée scolaire, une liste de matière à enseigner et une liste de fourniture à titre indicatif dans les établissements. Cela faciliterait des études dans ce domaine.

L'Etat doit accorder une subvention aux filières où le matériel de formation est trop coûteux pour les ménages.

L'ETAT doit rouvrir les cantines scolaires dans les établissements afin de réduire les coûts indirects de formation supportés par les ménages. Cela pourrait aider les demandeurs de formation à assurer convenablement les dépenses scolaires une fois étant à l'ETFP.

Les politiques d'allègement des coûts de l'éducation pour les ménages doivent être orientées vers la réduction des coûts indirects. Car ils représentent une part plus importante du coût total de formation que les coûts directs. En effet, les demandeurs de formation à l'ETFP se répartissent comme suit :

- 251.152 jeunes n'ayant pas achevé le niveau primaire ;
- 55.812 jeunes abandonnant après avoir achevé le primaire ;
- 69.916 jeunes abandonnant en cours ou après avoir achevé le secondaire 1 ;
- 36.885 jeunes abandonnant en cours de secondaire 2 ;
- Environ 70.000 ex-combattants<sup>7</sup>.

Cette étude doit être considérée comme une étude pilote ainsi que les résultats qui en découlent afin de mener une enquête d'envergure pour que les résultats soient extrapolable. Il faut une étude dans le secteur privé de l'ETFP.

---

<sup>7</sup> Source des informations, DPS/METFP

## CONCLUSION GENERALE

Dans notre étude, il a été question d'étudier le coût supporté par les ménages dans le cadre de la scolarisation de leur enfant inscrit à l'ETFP. Nous avons, pour ce faire, déterminé le coût direct de formation et procédé à une analyse de ce coût. Nous avons également, étudié la variabilité du coût indirect et évalué la part de ce coût dans le coût total de formation. De plus, nous avons déterminé les caractéristiques des ménages pour qui la dépense indirecte est élevée. Les résultats ont montré que le coût direct moyen de formation est statistiquement élevé pour le secteur industriel que le secteur tertiaire. Cependant en ce qui concerne le coût indirect, c'est plutôt le contraire. Il est plus important pour les élèves dans le secteur des services que dans le secteur industriel. Il est plus élevé pour les filles que pour les garçons.

Cette étude a permis de montrer que, bien que le coût indirect de formation soit tributaire des caractéristiques des ménages, il représente une part considérable du coût total de formation pour la plupart des ménages. En effet, pour 79% des ménages, ce coût représente plus de 50% du coût total. De plus, les ménages pour lesquels ce coût est élevé assurent mieux les dépenses scolaires des enfants que ceux pour qui ce coût est faible. Nos objectifs ont été atteints. Le coût de formation peut constituer un blocage pour les ménages dans la réalisation de la mission capitale qui leur incombe, celle de soutenir les dépenses d'éducation par leur contribution.

Cependant, l'étude a été réalisée sur un échantillon d'établissement public, ne serait-il pas nécessaire pour des études ultérieures de s'intéresser au coût de formation dans les établissements privés et de faire une étude comparée des coûts supportés par les ménages?

**ANNEXES**

**Annexe 1 : Questionnaire de l'étude**



**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT  
TECHNIQUE ET DE  
LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

-----  
**Direction de la Planification  
et des Statistiques**  
-----

Tél : 22 48 72 76 / 22 44 34 31

**ENQUETE STATISTIQUE : Etude du coût social supporté par un ménage ayant un enfant inscrit dans l'ETFP et Evaluation des rendements scolaires**

**Code enquêté : ECSM-CI 2011**

**Commune / \_\_\_\_\_ /**

**Identifiant du Ménage / \_\_\_\_\_ /**

**IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT**

**Nom de l'établissement: / \_\_\_\_\_ /**

**Secteur de formation de l'élève: / \_\_\_\_\_ /**

**Filière de formation de l'élève: / \_\_\_\_\_ /**

**Niveau d'Etude de l'élève: / \_\_\_\_\_ /**

**Diplôme préparé par l'élève: / \_\_\_\_\_ /**

**Ville: / \_\_\_\_\_ /**

Zone: / \_\_\_\_\_ /

I. SITUATION SOCIO ECONOMIQUE DU MENAGE OU VIT L'ENFANT	CODE
<p><b><u>Je vais maintenant vous poser quelques questions sur vous. Commençons si vous le voulez bien par :</u></b></p> <p><b>QM01. Combien êtes-vous à vivre ensemble sous le même toit ? (taille de votre ménage).....</b></p> <p><b>QM02. Sexe du chef de ménage :</b> 1. Homme      2. Femme</p> <p><b>QM03. Age du chef de ménage :</b> .....</p> <p><b>QM04. Que représente le chef de ménage pour l'élève:</b>  1- le Père de l'élève,      2-Mère de l'élève,      3-Tuteur de l'élève ou      4-l'élève lui-même</p> <p><b>QM05. Qui prend en charge la scolarité de l'élève ?</b>  1.Père      2. Mère      3.Tuteur      4 .l'Elève lui-même  5.Autre à préciser .....</p> <p><b>NB : Les questions qui suivent concernent la personne qui paye la scolarité.</b></p> <p><b>QM06. Quel est son niveau d'instruction ?</b>  1. Aucun niveau      2. Primaire      3. Secondaire      4. Supérieur</p> <p><b>QM07. Quel est sa situation professionnelle :</b>  1. L'élève      7. Cadre supérieur  2. Planteur      8. Indépendant  3. Ouvrier non qualifié      9. Retraité  4. Ouvrier qualifié  5. Agent de maîtrise  6. Cadre moyen</p> <p><b>QMP. Quel est sa profession dans la situation professionnelle ?</b>  .....</p> <p><b>QM08. Pouvez-vous donner une estimation de son revenu global par mois?</b>  1. Moins de 50.000      7. 250.000 à 299.000      11. 500.000 à 999.000  2. 50.000 à 75.000      8. 300.000 à 349.000      12. Plus de 1.000.000  3. 76.000 à 100.000      9. 350.000 à 399.000  4. 101.000 à 150.000      10. 400.000 à 499.000  5. 150.000 à 199.000      6. 200.000 à 249.000</p> <p><b>QM09. Si l'élève lui-même se prend en charge, quelles sont ces sources de revenus ? .....</b></p>	<p>/___/</p>

II.COUT SUPPORTE PAR LES MENAGES	CODE
<u><i>Nous allons à présent estimer le coût supporté par un ménage pour scolariser son enfant inscrit à l'enseignement technique.</i></u>	
QC10. Lieu d'habitation de l'élève .....	/___/
QC11. Moyen de transport de l'élève .....	/___/
QC12. Précisez le secteur de formation actuelle de l'élève? 1. Tertiaire 2. Industrielle	/___/
QC13. Précisez la filière de formation actuelle de l'élève?  .....	/___/
QC14. Quel diplôme prépare l'élève actuellement ? 1 CAP 2 BEP 3 BT 4 BAC	/___/
QC15. Quel est le niveau d'étude de l'élève 1.Première année 2. Deuxième année 3. Troisième année	
<u><i>NB : Nous allons nous intéresser aux éléments du coût de formation, indiquez le montant devant la mention en FR CFA</i></u>	
QC16. Frais de scolarité ..... par an	
QC17. Manuels scolaires .....par an	
QC18. Kit de petits outillages(Matériels) .....par an	
QC19. Tenues scolaires .....par an	
QC20.Tenues de sport .....par an	
QC21. Tenues d'ateliers .....par an	
QC22. Chaussures de sécurité .....par an	
QC23. Transport .....par jour	
QC24. Restauration scolaire .....par jour	
QC25. Photocopie .....par semaine	

<p><b>QC26. Cotisation scolaire (comité de gestion)?</b> ..... par mois</p>	/___/
<p><b>QC27. Selon vous, est ce que vos parents parviennent à assurer correctement vos dépenses scolaires :</b>                  1. Oui    2.Non</p>	/___/
<p><b>QC28. Si non, quel impact cela a sur vos études ?</b></p> <p>1. Non assidu au cours   2.Redoublement   3.Mauvais rendement                  4.aucun impact négatif</p>	/___/
<p><b>QC29. Comment le payant de votre scolarité trouve le coût de votre formation ?</b></p> <p>1-Moins chère   2-Chère   3- Très chère   4-Indifférent</p>	
<p><b><u>NB : nous allons maintenant nous intéresser à quelques informations sur l'élève</u></b></p>	
<p><b>QE30. Age :</b>            /___/___/ ans</p>	/___/
<p><b>QE31. Sexe :</b>        1. Homme    2. Femme</p>	/___/
<p><b>QE32. Etes-vous boursier de l'Etat ou d'une Institution publique ou privée ?</b></p> <p>1. Oui            2. Non</p>	/___/
<p><b>QE33. Nationalité</b></p> <p>1. Ivoirien            2. Non ivoirien</p>	
<p><b>QE34. L'élève dispose t'il de tout le matériel (fourniture, kit, ...) de travail exigé par l'école dans le cadre de sa formation ?</b></p> <p>1. Oui    2.Non</p>	

**Confidentialité:** Les renseignements contenus dans ce questionnaire sont confidentiels. Ils sont couverts par le secret statistique et ne peuvent être publiés que sous forme anonyme conformément à la loi du 7 Juin 1951 sur l'obligation de répondre et le secret statistique.

## **Annexe 2 : Tableaux récapitulatifs du coût direct préétabli par établissement, par filière et par niveau d'étude**

- **LYCEE TECHNIQUE D'ABIDJAN COCODY**

POSTES DE DEPENSES	Secrétariat (BAC G1)			Finance Comptabilité(BAC G2)		
	Première année	Deuxième année	Troisième année	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
AUTRES FRAIS	10 100	10 100	10 100	10 100	10 100	10 100
TENUE SPORT	3500	3500	3500	3500	3500	3500
DROIT D'EXAMEN	0	0	5000	0	0	5000
VISITE MEDICALE	0	0	1500	0	0	1500
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	25 150	11 200	15 250	37 500	16 300	7 250
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>48750</b>	<b>34800</b>	<b>45350</b>	<b>61100</b>	<b>39900</b>	<b>37350</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>25150</b>	<b>11200</b>	<b>15250</b>	<b>37500</b>	<b>16300</b>	<b>7250</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

POSTES DE DEPENSES	TRONC G.E ET ST	Sciences et Techniques (BAC E)		Génie Electrique (BAC F3)	
		Deuxième année	Troisième année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
AUTRES FRAIS	10 100	10 100	10 100	10 100	10 100
TENUE DE SPORT	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
TENUE D'ATELIER	6 000	0	0	6 000	0
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000	0	5 000
VISITE MEDICALE	0	0	1 500	0	1 500
CHAUSSURE DE SECURITE	9 800	0	0	0	0
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	18 700	32 000	31 800	26 350	35 350
FRAIS DU MATERIEL DE TRAVAIL	33 500	0	0	0	0
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>91600</b>	<b>55600</b>	<b>61900</b>	<b>55950</b>	<b>65450</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>52200</b>	<b>32000</b>	<b>31800</b>	<b>26350</b>	<b>35350</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- LYCEE TECHNIQUE DE YOPOUGON**

POSTES DE DEPENSES	Biochimie (BAC F7)		
	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000
BADGE	2 000	2 000	2 000
AUTRES FRAIS	3 000	2 000	2 000
ACTIVITE SOCIO EDUCATIVES	3 000	3 000	3 000
BLOUSE	5 000	0	0
TEE SHIRT	2000	2000	2000
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000
VISITE MEDICALE	0	0	1 500
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	26 050	41 000	40 000
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>51050</b>	<b>60000</b>	<b>65500</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>26050</b>	<b>41000</b>	<b>40000</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- LYCEE PROFESSIONNEL HOTELIER DE RIVIERA**

POSTES DE DEPENSES	Techniques Hôtelières			Cuisine Professionnelle		
	Première année	Deuxième année	Troisième année	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
ACTIVITE SOCIO-EDUCATIVES	2 500	5 000	5 000	2 500	5 000	5 000
ASSURANCE SCOLAIRE	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
AUTRES FRAIS	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
BADGES	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
TEE-SHIRT	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
CRAVATE	2 500	0	0	2 500	0	0
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000	0	0	5 000
UNE RAME	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
CHAUSSURE ET TENUE D'ATELIER	0	30 675	0	0	30 600	0
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	37 600	10 000	20 000	38 000	9 000	10 000
FRAIS DU MATERIEL DE TRAVAIL	0	45 000	0	0	51 000	0
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>64 600</b>	<b>112 675</b>	<b>52 000</b>	<b>65 000</b>	<b>117 600</b>	<b>42 000</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>37 600</b>	<b>55 000</b>	<b>20 000</b>	<b>38 000</b>	<b>60 000</b>	<b>10 000</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- CENTRE BUREAUTIQUE DE COMMUNICATION ET DE GESTION DE COCODY (CBCG)**

POSTES DE DEPENSES	Secrétariat Bureautique (BT)			Comptabilité(BT)		
	Première année	Deuxième année	Troisième année	Première année	Deuxième année	Troisième année
FRAIS D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
FRAIS ANNEXES	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000	0	0	5 000
DROIT D'EXAMEN MEDICAL	0	0	1 500	0	0	1 500
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE CAHIERS	25 500	35 000	30 000	26 600	32 200	23 500
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>47500</b>	<b>57000</b>	<b>58500</b>	<b>48600</b>	<b>54200</b>	<b>52000</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>25500</b>	<b>35000</b>	<b>30000</b>	<b>26600</b>	<b>32200</b>	<b>23500</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS DU BATIMENT (CPM-BAT)**

POSTES DE DEPENSES	INSTALLATION SANITAIRE(BT)			ELECTRICITE BATIMENT(BT)		
	Première année	Deuxième année	Troisième année	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
FRAIS ANNEXES	27 500	22 500	23 000	27 500	22 500	23 000
DROIT D'EXAMEN	0	0	5000	0	0	5000
VISITE MEDICALE	0	0	1500	0	0	1500
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	10 000	9 000	4 650	9 500	10 000	5 500
FRAIS DU MATERIEL DE TRAVAIL	29 600	25 900	0	17 100	0	0
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>77100</b>	<b>67400</b>	<b>44150</b>	<b>64100</b>	<b>42500</b>	<b>45000</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>39600</b>	<b>34900</b>	<b>4650</b>	<b>26600</b>	<b>10000</b>	<b>5500</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS DU BOIS (CPM-BOIS)**

POSTES DE DEPENSES	MENUISERIE		
	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000
ACTIVITE SOCIO-CULTURELLES	4000	4000	4000
ASSURANCE SCOLAIRE	2 500	2 500	2 500
PHOTO/CARNET DE CORRESPONDANCE	2 000	2 000	2 000
BADGES	2 000	2 000	2 000
TEE-SHIRT	2 000	2 000	2 000
BLOUSE	6 000	0	0
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000
VISITE MEDICALE	0	0	1 500

**Etude du coût de formation supporté par un ménage ayant un enfant inscrit à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle : cas des établissements publics.**

UN PAQUET DE RAME	3 000	3 000	3 000
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	12 000	10 000	11 000
FRAIS DU MATERIEL DE TRAVAIL	19 350	0	0
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>62850</b>	<b>35500</b>	<b>43000</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>31350</b>	<b>10000</b>	<b>11000</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

• **CELIA DE TREICHVILLE**

POSTE DE DEPENSES	Maintenance Electronique		
	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000
ACTIVITE SOCIO-EDUCATIVES	2 000	2 000	2 000
ASSURANCE SCOLAIRE	2 500	2 500	2 500
BADGES	2 000	2 000	2 000
TEE-SHIRT	2 000	2 000	2 000
BLOUSE	6 000	0	0
CRAVATE	2 000	0	0
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000
VISITE MEDICALE	0	0	1 500
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	25 000	24 000	27 900
FRAIS DU MATERIEL DE TRAVAIL	13 900	0	0
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>65400</b>	<b>42500</b>	<b>52900</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>38900</b>	<b>24000</b>	<b>27900</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

• **CETI DE MARCORY**

POSTE DE DEPENSES	Mécanique Auto			Construction Métallique		
	Première année	Deuxième année	Troisième année	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
ACTIVITE SOCIO-EDUCATIVES	2 500	5 000	5 000	2 500	5 000	5 000
ASSURANCE SCOLAIRE	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
AUTRES FRAIS	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
BADGES	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
TEE-SHIRT	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
CRAVATE	2 500	0	0	2 500	0	0
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000	0	0	5 000
UNE RAME	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
CHAUSSURE ET TENUE D'ATELIER	0	30 600	0	0	20 300	0

**Etude du coût de formation supporté par un ménage ayant un enfant inscrit à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle : cas des établissements publics.**

FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	28 250	25 150	26 000	27 500	30 000	20 000
FRAIS DU MATERIEL DE TRAVAIL	20 000	0	0	18 700	15 000	26 000
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>75250</b>	<b>82750</b>	<b>58000</b>	<b>73200</b>	<b>92300</b>	<b>78000</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>48250</b>	<b>25150</b>	<b>26000</b>	<b>46200</b>	<b>45000</b>	<b>46000</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- COLLEGE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE PORT BOUET (CEP)**

POSTES DE DEPENSES	Sanitaire et Social		
	Première année	Deuxième année	Troisième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000
ACTIVITE SOCIO-EDUCATIVES	4 000	4 000	4 000
ASSURANCE SCOLAIRE	2 500	2 500	2 500
AUTRES FRAIS	2 000	2 000	2 000
BADGES	2 000	2 000	2 000
TEE-SHIRT	2 500	2 500	2 500
CRAVATE	2 500	0	0
DROIT D'EXAMEN	0	0	5 000
VISITE MEDICALE	0	0	1 500
UNE RAME	3 000	3 000	3 000
FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	22 100	17 350	11 600
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>50600</b>	<b>43350</b>	<b>44100</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>22100</b>	<b>17350</b>	<b>11600</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

- CENTRE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET COMMERCIAL DE TREICHVILLE (CETC)**

POSTES DE DEPENSES	Secrétariat		Comptabilité	
	Première année	Deuxième année	Première année	Deuxième année
DROIT D'INSCRIPTION	10 000	10 000	10 000	10 000
ACTIVITE SOCIO-EDUCATIVES	4 000	4 000	4 000	4 000
ASSURANCE SCOLAIRE	2 500	2 500	2 500	2 500
AUTRES FRAIS	2 000	2 000	2 000	2 000
BADGES	2 000	2 000	2 000	2 000
TEE-SHIRT	2 000	2 500	2 500	2 500
CRAVATE	2 500	0	2 500	0
DROIT D'EXAMEN	0	5 000	0	5 000
VISITE MEDICALE	0	1 500	0	1 500
UNE RAME	3 000	3 000	3 000	3 000

**Etude du coût de formation supporté par un ménage ayant un enfant inscrit à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle : cas des établissements publics.**

FRAIS D'ACHAT DE LIVRES ET DE FOURNITURES SCOLAIRES	15 000	35 000	14 500	25 000
<b>DEPENSES DIRECTES</b>	<b>43000</b>	<b>67500</b>	<b>43000</b>	<b>57500</b>
<b>FOURNITURE ET MATERIELS</b>	<b>15000</b>	<b>35000</b>	<b>14500</b>	<b>25000</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

**Annexe 3 : Coût direct total de formation par secteur**

Filières du secteur tertiaire	Dépenses directes de formation
Comptabilité(BEP)	100500
Secrétariat (BEP)	110500
Secrétariat (BAC G1)	128900
Sanitaire et Sociale(CAP)	138050
Finance Comptabilité (BAC G2)	138350
Comptabilité CBCG(BT)	154800
Secrétariat CBCG (BT)	163000
<b>SOMME</b>	<b>934100</b>
<b>MOYENNE</b>	<b>133442,857</b>

Filières du secteur industriel	Dépenses directes de formation
Menuiserie(BT)	141350
Bâtiment (BT) CPM BAT	151600
Maintenance Electronique(BT)	160800
Biochimie (BAC F7)	176550
Plomberie (BT) CPM BAT	188650
Sciences et Techniques (BAC E)	209100
Génie Electrique (BAC F3)	213000
Mécanique Auto (BT) CETI	216000
Cuisine Professionnelle(BT)	224600
Techniques Hôtelières(BT)	229275
Construction Métallique CETI(BT)	243500
<b>SOMME</b>	<b>2154425</b>
<b>MOYENNE</b>	<b>195856,818</b>

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

#### **Annexe 4 : Analyse de la variance à un facteur pour les coûts directs de formation**

L'analyse de variance à un facteur (*one-way analysis of variance*) va consister à chercher le rapport entre la variance entre les groupes (V. inter-groupe) et la variance à l'intérieur des groupes (V. intra-groupe). Les hypothèses d'utilisation sont les hypothèses de normalité et d'homogénéité. Le tableau ci-dessous montre que nos deux échantillons suivent des lois gaussiennes. En effet, les coefficients d'aplatissement et d'asymétrie sont tous compris entre -2 et 2.

	Secteur industriel	Secteur tertiaire
Moyenne	195856,8182	133442,8571
Médiane	209100	138050
Écart-type	34163,09063	22387,87672
Variance de l'échantillon	1167116761	501217023,8
Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	-1,248885075	-0,890594829
Coefficient d'asymétrie	-0,351084712	-0,252471295
Minimum	141350	100500
Maximum	243500	163000
Somme	2154425	934100
Nombre d'échantillons	11	7
Niveau de confiance (95,0%)	22951,07648	20705,33255

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

#### **Règles de décision**

L'hypothèse nulle  $H_0$  est l'égalité des moyennes des populations dont sont extraits les échantillons.

Le logiciel nous fournit la statistique de test (F), la probabilité critique ou p-value et la valeur critique de la statistique de test.

- **Règle de décision 1**

Si la p-value est supérieure à l'erreur de première espèce  $\alpha=0,05$  ou  $\alpha=0,01$ , alors on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle. En d'autres termes, on conclut qu'il n'y a pas de différence entre les prix observés.

• Règle de décision 2

Si la p-value est inférieure à l'erreur de première espèce  $\alpha=0,05$  ou  $\alpha=0,01$ , alors on rejette l'hypothèse nulle. En d'autres termes, on conclut qu'il y a une différence entre les prix observés.

❖ COUT DIRECT

ANALYSE DE VARIANCE ENTRE LES SECTEURS TERTIAIRE ET INDUSTRIEL						
Source des variations	Somme des carrés	Degré de liberté	Moyenne des carrés	F	Probabilité	Valeur critique pour F
Entre Groupes	16664094167	1	16664094167	18,1643939	<b>0,00059611</b>	4,493998418
A l'intérieur des groupes	14678469756	16	917404359,8			
Total	31342563924	17				

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

On voit bien que la probabilité est de 0,0006 et est donc inférieur à 0,05. Ce qui signifie qu'on peut rejeter l'hypothèse nulle de non différence entre le coût total direct moyen dans le secteur industriel et tertiaire.

❖ COUT INDIRECT

ANALYSE DE VARIANCE ENTRE SECTEUR TERTIAIRE ET INDUSTRIEL						
Source des variations	Somme des carrés	Degré de liberté	Moyenne des carrés	F	Probabilité	Valeur critique pour F
Entre Groupes	36954495772	1	3,7E+10	8,8625	<b>0,003314</b>	3,893934
A l'intérieur des groupes	7,46384E+11	179	4,2E+09			
Total	7,83338E+11	180				

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

**Etude du coût de formation supporté par un ménage ayant un enfant inscrit à l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle : cas des établissements publics.**

---

<b>ANALYSE DE VARIANCE ENTRE MASCULIN ET FEMININ</b>						
<b>Source des variations</b>	<b>Somme des carrés</b>	<b>Degré de liberté</b>	<b>Moyenne des carrés</b>	<b>F</b>	<b>Probabilité</b>	<b>Valeur critique pour F</b>
<b>Entre Groupes</b>	44189210070	1	4,419E+10	10,701	<b>0,0012844</b> <b>2</b>	3,893934
<b>A l'intérieur des groupes</b>	7,39149E+11	179	4,129E+09			
<b>Total</b>	7,83338E+11	180				

Source : Enquête DPS 2011, nos calculs

## **Annexe 5 : Quelques listes de Matériels**

### ■ MENUISERIE

Liste du petit matériel de la menuiserie

Obligatoire à l'inscription (1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année BT)

- 1 scie égoïne
- 1 rabot
- 1 marteau no25
- 1 paire de tenailles
- 2 tournevis (Fet A)
- 1 mètre à ruban 3 m
- 1 jeu de ciseaux
- 1 bédane de 10
- 1 équerre de 90

### ■ Cuisine professionnelle

- 1 gaine en cuir
- 1 corne en plastique
- 1 couteau du chef
- 1 couteau d'office
- 1 fouet à sauce
- 1 couteau économe
- 1 spatule métallique (40 cm)
- 1 cuillère en bois
- 1 couteau à désosser
- 1 couteau à filet de sole (30 cm)
- 1 fourchette à rotin
- 1 couteau à tourner (légumes)
- 1 couteau à cannelé
- 1 poche à décorer
- 1 douille (No 7uni et 7 cannelées)
-

**Annexe 6 : coordonnées, contributions et cosinus carrés des modalités actives de l'ACM**

COORONNEES, CONTRIBUTIONS ET COSINUS CARRÉS DES MODALITES ACTIVES																
AXES 1 À 5																
MODALITES		COORDONNEES					CONTRIBUTIONS					COSINUS CARRÉS				
IDEN - LIBELLE	P.REL DISTO	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
10 . Niveau d'instruction de qui paye la scolarité																
NIO1 - Aucun_niv Primaire	4.88 2.42	-0.58	0.38	-0.18	-1.01	0.75	5.2	2.8	0.7	26.0	18.6	0.14	0.06	0.01	0.42	0.24
NIO2 - Secondaire	5.99 1.78	-0.25	0.57	0.44	0.71	-0.65	1.2	7.6	5.2	15.9	16.7	0.04	0.18	0.11	0.29	0.23
NIO3 - Supérieur	5.80 1.87	0.75	-0.90	-0.30	0.11	0.03	10.3	18.8	2.4	0.4	0.0	0.30	0.44	0.05	0.01	0.00
----- CONTRIBUTION CUMULEE = 16.7 29.3 8.3 42.3 35.3 -----																
15 . Moyen de transport de l'élève																
MT01 - Bus	8.93 0.87	-0.26	-0.09	-0.68	0.19	-0.28	1.9	0.3	18.8	1.7	4.8	0.08	0.01	0.54	0.04	0.09
MT02 - Taxi_Gb	5.71 1.92	0.76	0.57	0.58	0.02	0.53	10.3	7.4	8.8	0.0	10.8	0.30	0.17	0.18	0.00	0.15
MT03 - Marche	2.03 7.23	-0.99	-1.21	1.36	-0.91	-0.25	6.1	11.7	17.1	8.7	0.9	0.13	0.20	0.26	0.11	0.01
----- CONTRIBUTION CUMULEE = 18.3 19.4 44.7 10.5 16.5 -----																
16 . secteur de formation de l'élève																
SE01 - Tertiaire	5.52 2.02	0.45	0.45	-0.21	-0.68	-0.86	3.4	4.5	1.1	13.2	27.6	0.10	0.10	0.02	0.23	0.37
SE02 - Industriel	11.14 0.50	-0.22	-0.22	0.10	0.34	0.43	1.7	2.2	0.5	6.6	13.7	0.10	0.10	0.02	0.23	0.37
----- CONTRIBUTION CUMULEE = 5.1 6.7 1.6 19.8 41.3 -----																
39 . Les dépenses scolaires de l'élève sont il assuré correctemen																
D_01 - OUI	9.21 0.81	0.47	-0.01	-0.08	-0.46	-0.09	6.5	0.0	0.3	10.2	0.5	0.28	0.00	0.01	0.26	0.01
D_02 - NON	7.46 1.23	-0.58	0.01	0.10	0.57	0.11	8.0	0.0	0.4	12.6	0.6	0.28	0.00	0.01	0.26	0.01
----- CONTRIBUTION CUMULEE = 14.4 0.0 0.7 22.8 1.1 -----																
44 . revenu recodé																
RE01 - revenu faible	10.41 0.60	-0.54	0.41	0.09	-0.12	-0.04	9.4	6.8	0.4	0.8	0.1	0.48	0.27	0.01	0.03	0.00
RE02 - revenu élevé	6.26 1.66	0.90	-0.68	-0.15	0.21	0.07	15.7	11.4	0.6	1.4	0.2	0.48	0.27	0.01	0.03	0.00
----- CONTRIBUTION CUMULEE = 25.1 18.2 1.0 2.2 0.4 -----																
47 . dépenses indirectes recodé																
DE01 - dep_i très faible	2.49 5.70	-0.77	-1.40	1.09	-0.38	-0.53	4.6	19.4	13.5	1.8	4.6	0.10	0.34	0.21	0.02	0.05
DE02 - dep_i faible	7.92 1.10	-0.38	0.02	-0.78	0.01	0.11	3.6	0.0	21.7	0.0	0.7	0.13	0.00	0.54	0.00	0.01
DE03 - dep_i élevé	6.26 1.66	0.79	0.53	0.55	0.14	0.06	12.1	7.1	8.5	0.6	0.2	0.37	0.17	0.18	0.01	0.00
----- CONTRIBUTION CUMULEE = 20.3 26.5 43.7 2.5 5.5 -----																

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

BROSSARD M., FOKO B. (2007), *Coûts et financement de l'enseignement supérieur en Afrique francophone*, La Banque mondiale, Washington, 138P

HAUET Daniel(1964), *Enseignement Technique et Formation Professionnelle en Côte d'Ivoire*, Paris, 210P

MEYLON Gérard (2004), *Comptabilité analytique*, Bréal, 286P

### Articles et Revues

NANFOSSO Roger Tsafack (2006), « *La dynamique de l'enseignement supérieur privé au Cameroun* », JHEA/RESA Vol. 4, No. 2, pp.99–122.

WALTHER Richard (2005), « *Les mécanismes du financement de la formation professionnelle: Une comparaison Europe-Afrique* », MAGELLAN, PP.30-52.

### Thèse et rapport

Agence Française de Développement (2009), *Les coûts de formation et d'insertion professionnelle: Conclusions d'une enquête terrain en Côte d'Ivoire*, Paris, Octobre 2009.

Agence Française de Développement (2008), *La formation professionnelle au cœur des politiques de développement*, Agence Française de Développement, Paris

DIASSOUM Thierry (2004), *Analyse des coûts et rendement de la formation professionnelle continue : cas des formations financées par le FDFP*, sous la direction de M.TAHO Antoine, ENSEA, Abidjan

Ministère des Enseignements Maternel et Primaire du Benin(2010), *dépenses d'éducation des ménages et politique de gratuité scolaire au Benin*, 80P

Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique du Burkina(2010), *Le coût de l'éducation pour les ménages*, AOOUT 2010,35P

Ministère du Plan et du Développement (COTE D'IVOIRE), *Enquête sur le niveau de vie des ménages*, Octobre 2008, 74P

MOUANANDA Joseph (2000), *Analyse du coût et financement de la formation par le FDFP, Rapport final Abidjan*, juin 2000,91p

RESEN\_CI (2009), *Comprendre les forces et les faiblesses du système pour identifier les bases d'une politique nouvelle et ambitieuse*, 181P

TAHO Antoine (1990), *Coûts et financements de la formation professionnelle continue par le Fonds National de régulation*, Juillet 1990, 60p

ZEZE Pacôme(2010), *Etude du coût unitaire de formation d'un apprenant au METFP : Cas du BAC, BT, et du CAP*, sous la direction de M .KOUMAN, ENSEA, Abidjan

## TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
REMERCIEMENTS .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
SIGLES ET ABREVIATIONS .....	III
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	IV
NOTE DE SYNTHESE .....	V
PRESENTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL .....	VII
RESUME.....	X
INTRODUCTION GENERALE.....	1
<b>CHAPITRE1: CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL .....</b>	<b>4</b>
I.    MARCHE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL .....	4
I.1. Offre d'Enseignement Technique et Professionnel .....	4
I.2. Demande d'Enseignement Technique et Professionnel .....	6
II.   NOTION DE COUT DE FORMATION ET DE MENAGE .....	8
II.1. Notion de coût .....	8
II.2. Notion de ménage.....	9
I.    REVUE DE LITERATURE .....	9
III.1. Ecrits théoriques .....	9
III.2. Travaux empiriques.....	11
<b>CHAPITRE2 : METHODOLOGIE .....</b>	<b>17</b>
I.    METHODOLOGIE ET SOURCE DE DONNEES .....	17
I.1. Tirage de l'échantillon.....	17
I.2. Organisation pratique de l'enquête .....	18
II.   METHODE D'ANALYSE .....	20
II.1. Hypothèses de calcul des dépenses des ménages .....	20
II.2. Plan d'analyse.....	22
<b>CHAPITRE3: CARACTERISTIQUES DES MENAGES.....</b>	<b>23</b>
I.    PROFIL DE LA PERSONNE QUI PAYE LA SCOLARITE DE L'ELEVE .....	23
I.1. Catégorie socioprofessionnelle de la personne qui se charge de la scolarité .....	24
I.2. revenu global mensuel du payant de la scolarité.....	24
II.   PROFIL DES ELEVES.....	26
II.1. Caractéristiques générales des élèves enquêtés .....	26
II.2. la répartition des élèves selon le lieu d'habitation et le moyen de déplacement .....	26
III.  OPINION DES MENAGES SUR LES DEPENSES A L'ETFP .....	28
<b>CHAPITRE4 : ESTIMATION ET ANALYSE DU COUT DIRECT .....</b>	<b>30</b>
I.    ESTIMATION DES DEPENSES DIRECTES DES MENAGES .....	30
I.1. Cas des établissements de l'enseignement technique .....	31
I.2. Cas des établissements d'enseignement professionnel .....	32
II.   ANALYSE DES DEPENSES DIRECTES .....	37
III.  ANALYSE DE L'ECART ENTRE COUTS CONSTATES ET COUTS PREETABLIS.....	39

<b>CHAPITRES : IMPORTANCE DU COUT INDIRECT .....</b>	<b>41</b>
I. ESTIMATION ET ANALYSE DES DEPENSES INDIRECTES DES MENAGES .....	41
II. CARACTERISTIQUES DES ELEVES SELON L'IMPORTANCE DES DEPENSES INDIRECTES.....	45
II.1. <i>Présentation des variables de l'analyse</i> .....	45
II.2. <i>Choix des axes et interprétation</i> .....	46
II.2.1. choix des axes .....	46
II.2.2. Interprétation d'axe.....	47
III. ANALYSE DU POIDS DES DEPENSES INDIRECTES DANS LES DEPENSES TOTALES D'EDUCATION .....	51
III.1. <i>Le coût total de formation supporté par les ménages</i> .....	51
III.2. <i>Analyse de la part du coût indirect de formation dans le coût total de formation</i> .....	52
<b>CHAPITRE6: LIMITES DE L'ETUDE ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>55</b>
I. LIMITES DE L'ETUDE.....	55
II. RECOMMANDATIONS .....	56
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>57</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>LVIII</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>LXXIII</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>LXXV</b>